

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

ADIEU L'HEBDO

Le numéro 1 de ROUGE, alors quinzomadaire, est paru en octobre 1968. Au mois de juin précédent, toutes les organisations révolutionnaires avaient été dissoutes par le gouvernement. Pendant six mois, Rouge fut donc le point de ralliement et l'instrument d'intervention des militants qui devaient constituer à Pâques 1969 la Ligue communiste (section française de la IVème Internationale).

A l'occasion de la campagne présidentielle d'avril 1969, ROUGE est devenu hebdo. C'était un pas considérable en avant pour les marxistes-révolutionnaires. Pourtant, cet hebdo est longtemps resté sans trouver son équilibre et sa fonction. Reflet d'une organisation encore sans implantation réelle dans la classe ouvrière, il remplissait des tâches de polémique et de formation, dans un jargon qui le rendait difficilement accessible aux travailleurs. Les luttes sociales, les questions du mouvement syndical y étaient réduites à la portion congrue.

En 1973, après la manifestation anti-fasciste du 21 juin, le gouvernement a prononcé la dissolution de la Ligue. ROUGE hebdo a alors joué un rôle de lien entre militants. Elargissant le cercle de ses lecteurs, il a jeté les bases pour la constitution de la Ligue communiste révolutionnaire. Bénéficiant de racines beaucoup plus consistantes dans l'avant-garde ouvrière, l'hebdo est devenu un instrument de plus en plus efficace, répondant mieux aux préoccupations des militants.

Mais l'essor de l'influence du marxisme-révolutionnaire, l'ouverture de nouveaux champs de

lutte appelait la création d'un nouveau système de presse. La publication par la IVème Internationale d'*Inprecor*, revue quinzomadaire dans le domaine international. Pour approfondir les leçons des luttes ouvrières et les débats dans le mouvement ouvrier, une nouvelle publication, *Les Cahiers de la Taube*, mensuels, devenait indispensable. Certains secteurs créaient leur propre presse d'intervention, notamment parmi les collégiens, avec *Technique Rouge*. Enfin les besoins de formation fondamentale et de discussions plus fouillées débouchaient sur la création de la revue théorique mensuelle *Critique Communiste*.

Il fallait désormais une presse nouvelle qui réponde à l'ampleur des transformations et des exigences dans l'avant-garde révolutionnaire. Un quotidien qui élargisse notre domaine d'intervention. Qui soit un point de rencontre et de confrontation entre les militants organisés et le courant qui dans les luttes se tourne vers eux en leur posant de multiples questions encore sans réponse.

Ce projet répondait à une attente effective. Le résultat, au delà des espérances initiales, de la souscription pour le quotidien le prouve.

Maintenant nous laissons l'hebdo derrière nous, en jetant par dessus l'épaule un clin d'œil affectueux. Et nous nous tournons vers l'entreprise du Quotidien. Avec la volonté de ne pas décevoir tous ceux qui l'attendent et qui nous ont fait confiance.

Donc, adieu l'hebdo. Et rendez-vous au lundi 15 avec ROUGE quotidien.

VIVE LE QUOTIDIEN !

souscription

226 ?



SOLDE ANTERIEUR 221437,85

C. lecteur Joly INRA	50,00
Une femme infirmière de Rennes	100,00
M. ouvrier Oloron	50,00
J.P. étudiant Oloron	50,00
R.P. surveillant Oloron	50,00
R.E. professeur Oloron	20,00
F. soldat	10,00
Groupe Taupé IPTS Rouen	100,00
G.J. Périgueux	25,00
I.A. Livry-Gargan	50,00
R.M. Digne	50,00
A.D. Paris	50,00
Librairie rouge	480,00
Travailleur Siver-Paisy Bordeaux	40,00
Travailleurs Minis. Agr. Bordeaux	120,00
Militant CGT Bordeaux	10,00
Vente d'affiches Bordeaux	125,00
Groupe Taupé Santé Bordeaux	100,00
Psychiatre Bordeaux	100,00
Sympathisant Varnon	50,00
Diffuseurs Nantes	200,00
René maître aux	50,00
Vente de calendriers	350,00
Braderie rouge Caen	20,00
L. Sympathisant INRA Joly	100,00
D.M. Comptable Paris 10	100,00
Travailleurs ATS chemie	100,00
Le Havre	100,00
Travailleurs ASSEDEC Le Havre	100,00
Travailleurs ANPE Le Havre	200,00
C.M. gestionnaire Le Havre	100,00
Diffuseurs Le Havre	100,00
Diffuseurs Gare de Lyon	150,00
Un copain LO de Chalon	20,00
Hôpital St-Antoine	800,00
Diffuseurs CET Paris 12	53,00
Diffuseurs Jussieu	460,00
Sympathisant Argenteuil	500,00
Anonyme St-Maxent-l'Ecole	30,00
Personnel fac-Nanterre	800,00
Etudiant Nanterre	170,00
Comité rouge IUT Le Havre	210,00
N.J.P. Joly-en-Josas	160,00
B.L.J. Dijon	50,00
Une lycéenne Chartres	60,00
Comité rouge Loudun	100,00
2. Sympathisants St-Dizier	200,00
Comité rouge émigrés Paris 19-20	114,00
Santé Nord Paris	230,00
Sécurité sociale Paris	70,00
Caisse primaire de Sicul Soc.	320,00
Diffuseurs Béziers	200,00
G.C. militant CFDT Troyes	12,00
Une lycéenne	20,00
A.R. militant CDT Troyes	100,00
Comité rouge IUT Troyes	140,00
Militant LO	50,00
A.R. militant CDT Troyes	100,00
Planète rouge Orléans	200,00
Groupe Taupé Honeywell-Bull	200,00
Diffuseurs Grenoble	2370,00
Le monsieur dont on a retrouvé le portefeuille Grenoble	30,00
Enseignant Grenoble	50,00
Travailleurs sociaux Grenoble	50,00
Comité rouge Sciences-éco Grenoble	200,00
M.S. Caen	100,00
Anonyme Dunkerque	2350,00
Bibliothèque municipale Lyon	70,00
J.L. Lyon	200,00
Gaby Lyon	100,00
Un militant du PC Lyon	10,00
Crédit lyonnais	100,00
C.E. Lyon	34,00
Caisse d'épargne Lyon	100,00
Banques Lyon	259,00
Fonction publique Lyon	356,00
Chemnôts Lyon	60,00
Anonyme	20,00
D.G. Rouen	50,00
Comité rouge Droit	120,00
Comité rouge Litres	200,00
Diffuseurs HP Sotteville	700,00
Diffuseurs Rouen	1170,00
Diffuseurs Thionville	300,00
Diffuseurs Le Mans	290,00
Diffuseurs Tarbes	550,00
Comité rouge Asnières-Gennevilliers	428,00
Diffuseurs Levallois	500,00
C.R.	25,00
Diffuseurs du Groupe Taupé EDF	210,00
Diffuseurs Levallois	200,00
Diffuseurs Chausson	100,00
L.T. Gennevilliers	80,00
Diffuseurs Clichy	800,00
Divers	30,00
W.M. et P.B.G.	300,00
EDF Chatou	50,00
Hospital St-Germain en Laye	200,00
Un Sympathisant LO	10,00
Coopérant Oran	100,00
PTT Montparnasse	100,00
Militant CGT banques privées	30,00
Militant CGT banques privées	60,00
Syndicat CGT Compagnie bancaire	20,00
Intermaire Crédit lyonnais	20,00
Groupe Taupé Crédit lyonnais	40,00
C.L.	50,00
PTT-tri Clignancourt	100,00
Comité rouge Paris 18	150,00
Assurances	100,00
Diffuseurs PTT	100,00
Groupe Taupé PTT tri-Est	85,00
Groupe Taupé Crédit lyonnais	44,00
C.L.	500,00
Militant CGT Crédit lyonnais	5,00
PTT-tri Clignancourt	200,00
Comité rouge Paris 18	850,00
Société générale	100,00
J.P.P. B.B. et H.B.	150,00
Diffuseurs PTT-93	200,00
J.M. Bondy	100,00
Diffuseurs Montréal	500,00
Diffuseurs Hôpital franco-musulman	100,00
A.H. enseignante	50,00
Bric à brac Censier	250,00
Diffuseurs Massy	1200,00
Diffuseurs Massy	550,00
Total souscription interne	16880,00
TOTAL	2259864,85

Pour la 34^e fois... et il faudra que « ça » continue

Voilà 34 fois que nous faisons le bilan hebdomadaire de la souscription. Avec juste un peu moins d'inquiétude puisque nous avons eu 200 millions d'AF. Et pourtant... il faut que « ça » continue. Quatre millions et demi, cette semaine, deux cent vingt cinq au total, le rythme se ralentit : non, non, non, il ne faut pas laisser aller. Ce sont les chances du journal qui se ralentissent en même temps que le flux de l'argent. Nous en avons besoin pour tout : embaucher plus de rédacteurs, avoir un matériel plus complet, améliorer nos archives, équiper les bureaux, les téléphones, les machines à écrire, les magnétos, les labo-photos, tout cela par petites sommes, nous coûte cher chaque jour... Au-delà de l'imprimerie, c'est l'installation de tous les « détails », qui nous suce le sang. Nous sommes au bout : c'est le dernier hebdo, soit le 34^e appel, ici, dans ces colonnes. Vous vous souvenez du premier décompte fin mai 75, avec ses 530 F ? Y croyiez-vous alors ? non ? maintenant, vous y croyez, ... alors raison de plus pour aller jusqu'au bout et participer aux derniers versements. Rendez-vous dans les colonnes du N° 1 du quotidien... C'est cette rubrique hebdomadaire, souvent répétitive (c'était dur à éviter) qui, en la commentant au fur et à mesure, a fait VIVRE cette souscription. C'est VOUS qui l'avez réussi.



ABONNEZ VOUS



● AUX MILITANTS

Les demandes d'abonnement commencent à nous parvenir. Elles sont encore en nombre insuffisant. Elles sont le fait de camarades qui, individuellement, se sont adressés directement au journal.

Autant dire que, jusqu'à présent, les militants n'ont, dans aucune mesure, pris ce problème en charge.

Or, ROUGE Quotidien a besoin de ces abonnements. Ce ne sont pas quelques centaines, mais des milliers d'abonnements qui sont nécessaires pour assurer au journal l'assise financière indispensable à son fonctionnement. Tout particulièrement dans le période de lancement où les investissements pèsent le poids le plus lourd et où les NMPP imposent des délais de remboursement excessivement longs.

Des formulaires sont à votre disposition, dans le journal. Dans la semaine qui vient, il nous faut des milliers d'abonnés.

CHEQUE A L'ORDRE DE DANIEL BENSÄID... SANS AUCUNE AUTRE MENTION.

● COMMENT S'ABONNER

L'entreprise assurant le routage des abonnements exige un délai de 8 jours entre le dépôt de la demande et le premier envoi.

Si vous tenez à recevoir ROUGE quotidien dès sa parution, c'est aujourd'hui aujourd'hui même qu'il vous faut nous envoyer votre demande.

Dans les grandes villes, Rouge vous parviendra avec le courrier du matin, l'après-midi dans les petites villes.

Une petite demande enfin. S'IL VOUS PLAÎT, MESSIEURS-DAMES, ECRIVEZ EN MAJUSCULES (TOUT) ET METTEZ LE CODE POSTAL (EN ENTIER).

bulletin d'abonnement

(à découper et à renvoyer à Rouge quotidien, 10 impasse Guéménée, 75004 Paris).

NOM :
 PRENOM :
 ADRESSE :

1 an : 300F
 6 mois : 150F
 3 mois : 80F

(mettre une croix dans la case correspondante)

COLLECTIVITES (1 an : 200F ; 6 mois : 100F)

Nom :
 Adresse :

ETRANGER

1 an : 500F
 6 mois : 250F
 3 mois : 130F

Envoyez vos chèques à
 Daniel Bensäid

10 impasse Guéménée 75004 Paris
 (avec la mention : Abonnement à Rouge quotidien).

Mitterrand-Fourcade à la télévision

REALISME

« Ce ne sera pas un combat de boxe » avait dit Fourcade avant son débat télévisé de mardi dernier avec Mitterrand. Il est vrai que les coups sont restés verbaux et l'atmosphère toujours cordiale. Mais les quelques chiffres avancés ont suffi pour dresser le réquisitoire d'un gouvernement qui, depuis l'élection de Giscard à la présidence, a jeté 1000 travailleurs par jour à la rue. D'un gouvernement qui parle beaucoup de « revalorisation du travail manuel » mais qui a laissé se dégrader de 2,5% en 1975 le pouvoir d'achat des ouvriers professionnels et spécialisés.

Face à ce bilan, Mitterrand a voulu se présenter en homme d'Etat avant tout. « Nous avons un projet, vous n'en avez pas » a-t-il lancé à Fourcade. Il est vrai que le programme du Parti socialiste prévoit une série de mesures conjoncturelles pour remédier à la crise. Mais la création de 210 000 emplois publics et de 100 000 emplois dans l'industrie suffira-t-elle à donner du travail au million et demi de chômeurs ? La loi du profit à ses règles : les patrons, même en cas de reprise durable, préféreront augmenter les cadences qu'embaucher. Et les partisans les plus optimistes, qui misent sur une croissance très forte pendant cinq ans, font état de 700 000 à 1 000 000 de chômeurs en 1980. La hausse du smic à 1800F, la suppression de la TVA sur les produits

de 1ère nécessité, l'indexation de l'épargne suffiront — ils à préserver un pouvoir d'achat ruiné par l'inflation ? La concentration des entreprises, le coût toujours plus élevé des investissements inciteront les patrons à augmenter leurs marges de bénéfices, et donc augmenter le prix des biens. Chacun sait qu'une reprise économique aujourd'hui à une relance... de l'inflation.

En réalité, la solution au chômage et à l'inflation suppose des mesures plus radicales. On ne réduira réellement le chômage que si on diminue massivement le temps de travail. On ne combattra efficacement l'inflation que si on bloque les prix. On ne maintiendra durablement le pouvoir d'achat que si on aboutit à une échelle mobile des salaires.

De ce point de vue, le programme de Mitterrand n'apparaît rien d'autre qu'un plan de gestion de la crise économique. En-deçà de certaines revendications déjà avancées par les travailleurs en lutte pour la défense de leur emploi et le maintien de leur pouvoir d'achat. Il se veut avant tout « réaliste », c'est à dire crédible aux yeux de larges fractions de la bourgeoisie qui sentent comme une odeur de fin de règne. Mitterrand s'efforce de convaincre, chiffres à l'appui, qu'il serait lui-même un excellent « responsable de l'économie ». Il s'agit de gagner des voix sur sa droite en se présentant comme une alternative de rechange à Giscard.

PARMI LES DERNIERES PARUTIONS

Jacques Valier

Le parti communiste français et le capitalisme monopoliste d'Etat

La théorie du parti communiste français... Les bases constitutionnelles... L'industrialisme... La décadence... Une nouvelle... La théorie de la révolution... La théorie de la révolution... La théorie de la révolution...

PM, petite collection maspero

CHAMP SOCIAL N° 19 résume toutes les luttes en cours dans le secteur social (Marseille, Nantes, MJC parisiennes, etc.) Un débat sur les structures de lutte dans le travail social est ouvert dans la revue avec des contributions du CNP (Collectif National Prévention), du GITS de Provence, individuelles etc. Il y a aussi un article sur l'histoire du travail social depuis la première loi d'assistance du 30 juin 1938.

CRITIQUES DE L'ECONOMIE POLITIQUE

Thème de la critique sur souvent remplacée la critique des autres

23

Travail et emploi

LA B.D. DES M.A.

Il s'agit d'une bande dessinée, « la fureur du M.A. ». Elle raconte une lutte de maîtres auxiliaires à Rouen. Elle est réalisée par le comité des personnels sans poste de l'Education nationale, 6 rue du Bois Chenu, 76420 BIMOREL. Tél (35) 60.54.54. Prix de soutien : 10F. Une façon nouvelle de parler d'une lutte.



NOUS QUITTONS LE PARTI POUR RESTER COMMUNISTE



« Combien de communistes croupissent-ils encore dans les hôpitaux psychiatriques et les camps de travail en URSS ? »

Paris, le 19.02.76

Camarades,
 ■ Le XXII^e Congrès du Parti communiste français vient de se terminer et il appelle à mon sens plusieurs remarques importantes qui m'ont poussé à vous adresser cette lettre. Je l'ai rédigée par souci d'honnêteté et de clarification quant à ma position vis à vis de vous, mes camarades de combat, et parce que je sais qu'ensemble nous luttons pour le renversement du capitalisme, l'instauration de la société socialiste et la libération internationale de tous les travailleurs

Le XXII^e Congrès du PCF n'a pas apaisé le profond malaise qu'a suscité l'abandon de la dictature du prolétariat. Nombreux sont les militants minoritaires décidés à poursuivre la bataille à l'intérieur du PC. D'autres, écœurés ont quitté purement et simplement le parti. Enfin, quelques militants ont pris contact avec la L.C.R. et ont décidé d'expliquer à leurs camarades leurs démarches. Nous publions donc la lettre d'un membre de l'U.E.C. diffusée dans les facultés parisiennes, et nous publions d'autres lettres de militants de la région parisienne, diffusées sur leurs lieux de travail.

nisation : le centralisme démocratique. Et même s'il s'agissait dans ce cas de l'intervention d'un militant comme les autres et non du secrétaire général du PCF, est ce que tous les militants ont accès aux grands moyens d'information - journaux, radio, TV... fût-ce pour exprimer leur désaccord avec le militant Georges Marchais ? ...)

La dictature du prolétariat, (...)*Le Parti en a fait d'une part une question de principe, puisqu'il a été maintes fois répété qu'il ne s'agissait pas seulement d'une question de mots mais bien d'un débat de fond. Et d'autre part une arme publicitaire pour montrer de « façon éclatante » à quel point le Parti est attaché aux « libertés ».*

par la victoire du communisme.

● L'affaire Pliouchtch et l'URSS

Alors que Pliouchtch était interné depuis deux ans, il a fallu attendre la fin de notre campagne sur les libertés, et entendre un reportage à la télévision sur un camp de travail, pour que le Parti interroge les autorités soviétiques sur l'existence de prisonniers politiques en URSS.

Nous sommes habitués aux grandes campagnes contre l'anti-soviétisme, aux reportages élogieux dans l'Humanité sur le socialisme « qui existe et se porte bien » et nous découvrons soudainement, nous militants de base, que quelques erreurs glissées dans la construction du socialisme font l'objet d'une campagne de « purification ».

La direction du Parti ignorait-elle l'internement de Pliouchtch et l'existence de prisonniers politiques ? Si oui, elle aurait été pour le moins naïve et irresponsable ! Sinon, pourquoi avons-nous caché ce qui est autre chose que quelques bévues limitées ?

Parce que c'est là le véritable problème : l'ampleur du phénomène. Combien de gens, combien de communistes croupissent-ils encore dans les hôpitaux psychiatriques et les camps de travail pour délit d'opinion ? S'il y en a des milliers comme le confirment des preuves irréfutables, cela fait beaucoup de cas isolés ! On ne peut plus parler alors d'exception, mais il s'agit bien de l'analyser comme un système de répression soigneusement organisé visant à perpétuer la domination d'une couche bureaucratique qui a usurpé le pouvoir de la classe ouvrière en concentrant entre ses mains le pouvoir de décision politique et économique.

● L'abandon de la dictature du prolétariat

Alors que la discussion sur le projet de résolution était engagée, l'intervention publique de Georges Marchais a pesé d'un poids décisif sur l'issue de cette discussion. En intervenant hors du cadre fixé par la discussion interne — tribunes libres dans la presse du Parti, réunions de cellules, sections, fédérations, il violait un principe essentiel d'orga-

*« La condamnation de
une reculade,*

■ Membre depuis 1972 de l'UECF, secrétaire durant un an de l'un de ses cercles, j'ai donné il y a peu de temps ma démission de cette organisation à cause de sa position sur l'armée. Caractérisée par le refus d'agir de façon immédiate et conséquente contre la répression de Chirac et la condamnation de l'antimilitarisme, cette position m'apparut comme une reculade, une trahison (peu de temps auparavant, on déclarait « devoir être au 1er rang des luttes pour les libertés des soldats ») et une application de la ligne réformiste du PCF. Celle-ci venait en effet d'être renforcée de façon importante par l'accord PCI-PCF et par le projet de résolution du 22^e Congrès. Depuis, tous les événements n'ont cessé de justifier ma démission. Mieux, les abandons de la vue marxiste de la morale et de la notion scientifique de la dictature du prolétariat m'ont convaincu à cette idée fondamentale : le PCF et le MJCF sont devenus des formations opportunistes et ne constituent plus des avant-gardes révolutionnaires. C'est pourquoi j'appelle tous ceux qui pensent comme moi au MJCF ou au PCF à rejoindre la Ligue communiste révolutionnaire.

Camarades de la JC, la LCR est pour que le socialisme se fasse dans notre pays sur la base de la dictature prolétarienne. Désormais, ce n'est plus le cas de la JC et du PC. Or, ce concept de dictature du prolétariat est capital, il est comme le dit Lénine « le principal problème de toute la lutte de classe prolétarienne ». Le 22^e congrès du PCF a adopté une résolution qui supprime cette notion, et le 23^e congrès aura pour objet de la supprimer des statuts du PCF ! Tout ceci au nom, a

Les leçons du Chili

Vincennes, le 20/02/76

Camarades,
 ■ Nous camarades du Parti communiste français et militants du Mouvement de la Jeunesse communiste de France sur Vincennes ; à l'issue de la discussion qu'a provoqué la préparation du 22^e Congrès nous en sommes arrivés à nous poser différentes questions sur l'orientation politique du Parti. Nous voulons par cette lettre clarifier et exprimer ces désaccords que nous jugeons fondamentaux.

L'abandon de la dictature du prolétariat nous apparaît comme une rupture, avec le léninisme dont le Parti s'est toujours réclamé. Au Chili, où la mobilisation de la classe ouvrière, faisait entrevoir la perspective du socialisme, l'expérience s'est conclue tragiquement parce que la réaction a pu préparer sans être réprimée un putsch militaire. En France, la bourgeoisie ne se laissera pas déposséder par le seul biais des élections. Il faudra donc que le prolétariat exerce contre la petite minorité de possédants agissant, une répression allant jusqu'à les priver de leurs biens et de leurs droits.

Cela implique que le prolétariat, dès aujourd'hui ne doit pas se lier les mains par une union fraternelle avec la petite bourgeoisie « démocratique » (Radicaux de gauche) et le grand capital « national » (Les différentes tendances gaullistes). On peut douter du « Socialisme » qu'une telle stratégie nous apportera.

Dès maintenant, il faut mener dans l'armée une lutte de communistes parce que demain cette arme de la

bourgeoisie peut être utilisée contre les travailleurs. Au moment où le mouvement des casernes grandit (Comité de Soldats, Sections syndicales), le Parti se devait de lui apporter son soutien. Même si le désaccord sur les objectifs proposés par les soldats l'en empêchait, il devait prouver sa solidarité, et, comme « champion des libertés » défendre dès le premier jour les soldats et syndicalistes inculpés.

De ces sujets et d'autres nous aurions aimé parler mais l'organisation des débats ne l'a pas permis. Un fait est là, des milliers de militants qui ne partageaient pas le point de vue de G. Marchais n'ont pas pu se faire représenter par des délégués au congrès. La démocratie est donc très formelle.

Il serait malhonnête de rester dans une organisation avec laquelle nous avons de profonds désaccords. En quittant le Parti, nous restons communistes. Au delà des divergences, nous espérons vous retrouver dans les luttes. C'est pourquoi nous rejoignons les rangs de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

Marc Turbié : Secrétaire du cercle Giraudineau du MJCF et membre de la cellule P.Semard

François Charpentier : Secrétaire de la localité de Vincennes du MJCF et membre de la cellule P.Semard.



1920 : salle d'un congrès ouvrier communiste

On voit déjà en posant ces prémisses, se dessiner le danger d'une interaction floue entre le débat de fond et le « débat de mots » (dictature ça fait peur aux gens et prolétariat ça ne correspond plus à la situation complexe de la « France de notre temps »)

Et c'est là où le bât blesse ; l'équipe dirigeante l'ayant bien compris, s'est attachée avec bonheur à jouer sur ce tableau en occultant la question de fond. De quelle manière ? En semant la confusion entre dictature du prolétariat et dégénérescence bureaucratique le débat était déjà mal engagé pour donner une claire définition de ce concept. Ensuite jamais il n'a été montré qu'au-delà de la formule c'est tout un con-

tenu politique fondamental du marxisme, largement enrichi et développé par Lénine, qui était remis en question. Si d'aucuns pensent que cette analyse n'est plus d'actualité, il aurait fallu exposer clairement ce qu'avaient dit Marx et Lénine entre autre, puis démontrer à partir des textes originaux en quoi l'analyse était dépassée et ce dès le projet de résolution. Alors la discussion aurait été véritablement enrichissante, animée et l'on n'aurait sûrement pas assisté à un tel enterrement de première classe.

Mais c'était évidemment trop dangereux pour une direction qui sème des illusions sur l'électoratisme, pente savonneuse conduisant à l'opportunisme le plus conséquent. C'était aborder toute une série de problèmes clés liés à l'analyse de l'Etat, à sa nature, aux moyens de vaincre la bourgeoisie... qui auraient risqué de faire bouler de neige et de dévoiler à quel point la stratégie du Parti était erronée....

(...)C'est pour cela camarades, que je mets ma pratique en accord avec mes opinions politiques et que je décide de quitter le Parti communiste français, parce qu'il ne m'est plus possible de ne voir dans de tels abandons et renoncements successifs que des « erreurs » et pouvoir encore « faire confiance » à une direction qui piétine le centralisme démocratique, trompe les militants et renie les principes fondamentaux du marxisme léninisme tout en osant encore s'en réclamer en paroles.

Mais si je quitte le Parti après deux ans et demi de militantisme, je n'abandonne pas le combat pour la victoire du socialisme et du communisme. Je le poursuis au sein des Groupes Taupes rouges, animés par la Ligue communiste révolutionnaire. Les raisons de mon choix me sont apparues tant dans le syndicat que sur le plan de la vie politique dans l'entreprise. Section française de la IV^e Internationale, elle a su préserver et enrichir par delà 50 ans de stalinisme les acquis théoriques et pratiques du marxisme révolutionnaire qui ont trouvé à la fois leur consécration et leur référence dans les années de la révolution d'Octobre. C'est convaincu qu'elle est la composante essentielle de ce que sera bientôt un véritable parti révolutionnaire, que je la rejoins.

C'est côte à côte que nous continuerons le combat contre l'ennemi commun et c'est ensemble que nous ferons la révolution.

Fraternelles salutations communistes

Patrick Gibon.

Cellule transbordement PTT-Est
membre du comité de parti de PTT-Est

Les cantonales aux Antilles

LE G.R.S. PRESENTE DES CANDIDATS

Le Groupe Révolution socialiste, section antillaise de la Quatrième Internationale, qui combat pour l'indépendance et le socialisme au sein des deux îles antillaises colonisées depuis trois siècles par la France, présentera en Martinique des candidats aux élections cantonales. Il fera campagne dans trois cantons : à l'Ajoupa Bouillon où il présentera Edouard Jean-Elie, maire de la commune ; à Basse-Pointe, où il présentera René-Félix Relautte, enseignant ; à Bellefontaine-Case Pilote, où il présentera Guillaume Surna, étudiant, ancien animateur du mouvement lycéen.

Pour le GRS, comme le développent les n° 112 et 113 des 14 et 21 février de son hebdomadaire central « Révolution socialiste », il s'agit de convier les travailleurs « à une dénonciation ferme du colonialisme ». « Révolution socialiste » poursuit en accusant le rôle du Conseil général, « rouage de l'appareil d'Etat capitaliste » dans les « départements d'outremer » :

« Qui ne comprend pas en relisant les décisions du Conseil général l'orientation profondément anti-ouvrière de la majorité actuelle. Cette majorité se plaît à accorder des exonérations fiscales et des subventions aux patrons, aux sociétés capitalistes mais augmente pour les masses laborieuses les impôts, les taxes.

« Chaque réunion du Conseil général

signifie soit une hausse de l'essence, donc des transports, donc de toutes les marchandises, soit une nouvelle taxe. (...) Les entreprises touristiques sont exonérées, les usiniers sont subventionnés, les grands moulins antillais détaxés et obtiennent des contrats avantageux.

Pourtant une des illusions à enlever aux travailleurs serait de laisser croire qu'il suffirait d'obtenir une majorité des partis de gauche pour changer cet état de fait. (...)

Cela n'est pas possible tant que subsistera l'appareil d'Etat capitaliste qu'il faut supprimer totalement pour le remplacer par un Etat ouvrier ; lequel Etat ouvrier n'est concevable qu'en rupture avec la domination coloniale Ce qu'il nous faut donc, c'est l'indépendance et le socialisme. »

Le GRS donne ainsi le sens de sa campagne :

« Jamais au fond de l'urne, on ne trouvera le bonheur déjà tout prêt ! Néanmoins, un Conseil général débarrassé de son actuelle majorité de vendus serait une chose qui favoriserait la lutte des travailleurs en leur donnant confiance en eux. (...)

Chaque voix des travailleurs pour nos candidats marquera une volonté ferme d'en finir avec le régime colonial de chômage, de misère, de bas salaire. »

L'antimilitarisme est une trahison... »

dit Marchais, en plus, de Marx et de Lénine ! Alors que Marx estime qu'il ne saurait exister autre chose « entre la société capitaliste et la société communiste » que la dictature révolutionnaire du prolétariat ; alors que Lénine déclarait que l'abandonner « c'est ne plus être un marxiste ».

Camarades de la JC, la LCR se bat sur des objectifs anti-capitalistes. Ce n'est plus le cas de la JC et du PC qui par la voix de Marchais appelle à l'union du peuple de France, à l'union avec les gaullistes sur la base « d'un grand dessin national » !

Camarades de la JC, la LCR est le parti du poing tendu et du drapeau rouge à l'heure où la JC se présente au congrès avec des drapeaux tricolores, drapeaux de Versailles, Vichy, du putsch d'Alger, des guerres coloniales, de la répression à Djibouti en ce moment. A l'heure où Marchais attaque sévèrement sur une radio gouvernementale des camarades qui ont osé brandir le poing. Camarades de l'UEC, la LCR connaît le principe du centralisme démocratique. Ce n'est plus le cas de l'UEC dont le secrétaire national a été nommé par la direction, sans élection des militants et alors qu'il exerçait ces fonctions depuis un moment, sans que vous le sachiez dans votre majorité ! Et ceci est un exemple parmi d'autres !

Vive la voie révolutionnaire au socialisme, vive le communisme ! Jusqu'à la victoire, toujours !

F. Prasteau

ex-secrétaire du cercle Clignancourt
UEC-PIV
membre du PCF (VII^e arrondissement)

LIVRES

LE SOCIALISME DU SILENCE DE PIERRE DAIX (1)

A part quelques maoïstes particulièrement attardés, il n'y a plus aujourd'hui de stalinien heureux. Ceux qui participent encore du monde politique créé par le « génial père des peuples », paraissent surtout soucieux de jeter un voile pudique sur le passé ou de prendre leurs distances par rapport aux débordements sanglants du système du Goulag. Staline devient l'incarnation d'un passé honteux, d'un moment d'aberration de l'histoire.

Il y a, bien sûr, des esprits plus exigeants. Pierre Daix qui fut longtemps l'intellectuel le plus en vue du P.C.F. est de ceux-là. Il n'est pas question pour lui dans son livre « Le socialisme du silence » (1) de minimiser les crimes et les fautes commis au nom du mouvement ouvrier et du marxisme. Toute son entreprise s'entend au contraire comme une tentative de restitution de la vérité, de la vérité avec tout ce qu'elle a de pénible et de douloureux. Il s'en prend ainsi à la légende de l'anti-fascisme stalinien en revenant sur les événements qui ont marqué la période précédant directement la deuxième guerre mondiale. Pour lui, les grands procès de Moscou, les épurations dans le camp républicain espagnol, tout cela s'inscrit dans le contexte d'une politique d'accommodement avec l'Allemagne hitlérienne dictée par la crainte d'un réveil politique des masses soviétiques, et donc par un conservatisme fondamental.

Mais ce qui intéresse le plus Pierre Daix, ce n'est pas ce travail de démythification, c'est de remonter aux sources du mal et de découvrir dans les œuvres des révolutionnaires de l'octobre russe les germes du système stalinien. Suivant de très près Soljénitsyne, il met en question le parti unique, incrimine l'inexpérience et l'ignorance des bolcheviks, leur présomption devant les problèmes qu'il fallait affronter. De ce point de vue, la cible principale de ses critiques, c'est Lénine, celui qui fait l'éloge du taylorisme, exalte la discipline du travail et pourchasse les opposants. C'est pourquoi, après beaucoup d'autres, Pierre Daix, ne retenant que cette image de l'activité théorique et politique du grand révolutionnaire, porte une condamnation sans appel sur le bolchevisme. La première révolution victorieuse du vingtième siècle n'est plus ainsi qu'un grand espoir avorté.

Sur cette pente, il est inévitable de tourner ses soupçons sur le marxisme lui-même. Pierre Daix ne s'en fait pas faute qui le considère comme un scientisme hors de saison. Sans doute, se rend il compte qu'il va trop loin, puisqu'il appelle à un usage non dogmatique de Marx et dit son espoir de voir le socialisme renaître des décombres. Néanmoins cette espérance est bien vague ; elle ne repose sur aucune compréhension raisonnée, étayée de la lutte des classes depuis soixante ans. Pierre Daix poursuit le stalinisme, le dogmatisme sans s'apercevoir que lui aussi fait silence sur les questions les plus oubliées pendant la nuit stalinienne : la stratégie révolutionnaire, l'analyse des contradictions sociales. Pourtant, l'heure est bien d'en finir aussi avec ces silences du socialisme.

(1) Editions du Seuil

Jean-Marie Vincent

Europe: zone libre pour l'otan, pas pour les P.C.

Au moment où Brejnev se félicite du rapport de forces obtenu par l'URSS à Helsinki et où la direction chinoise s'inquiète de la passivité des USA face à l'avancée de la « superpuissance soviétique » en Europe, la déclaration spectaculaire du général Haig, commandant en chef des troupes de l'OTAN en Europe met les pieds dans le plat.

Le sens du propos est clair : « l'OTAN règne sur l'Europe et n'entend pas se faire contester cette zone réservée par les troupes du Pacte de Varsovie ».

«ingérences» multiples

Avant d'être une « ingérence » dans les affaires européennes, les propos de Haig sont une « ingérence » dans la campagne engagée aux Etats-Unis, notamment entre Ford et Reagan. La polémique s'accroît dans les milieux dirigeants américains autour des « faiblesses » relatives des armées américaines et celles de l'OTAN, face à la puissance soviétique dont Haig a bien précisé qu'elle est « plus menaçante que jamais ». D'où l'affirmation catégorique : « Nous n'acceptons pas des communistes dans les gouvernements européens, ni en Italie, ni ailleurs. » Sauf une exception, temporaire, le Portugal, parce que « c'est un pays sous-développé ».

Hors des USA, les propos de Haig sont une « ingérence » encore plus directe : ce qui a conduit l'ambassade US à les corriger par un communiqué : « Les propos du général Haig ont été incorrectement cités dans leur formulation — nous ne disons pas : nous n'acceptons pas, nous ne tolérons pas... — mais leur contenu correspond sur le fond à ce que pense le gouvernement américain. » (sic).

combattre « notre » communisme ?

Réactions diverses, mais toutes révélatrices : Chirac s'est prononcé pour « l'Europe intégrée » et a salué le bicentenaire des Etats-Unis par un discours vantant les mérites de l'alliance

franco-américaine. Giscard se tait et penche le plus vite qu'il peut vers l'atlantisme, après s'être prononcé pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Rien de ce côté ne va contre l'ambassade US qui peut déclarer : « le soutien du gouvernement américain est clairement acquis à l'unité européenne. »

Par contre, Sanguinetti a repris le vieux cheval de l'indépendance nationale en lui donnant un clair contenu : « C'est à nous et non pas à Haig de lutter contre « notre » communisme. Si jamais les américains s'en mêlaient, ils feraient triompher le communisme, ne serait-ce que par réflexe national. »

Autre son de cloche chez J.-M. Daillet, un des présidents du Centre démocrate de Lecanuet, membre de la même majorité que Sanguinetti, qui se déclare « sur le fond » d'accord avec Haig et regrette que les européens n'aient pas « encore pris conscience du danger couru par l'Europe, danger qui est mieux perçu aux Etats-Unis ».

Les bourgeois sont compères à ce stade : que ce soit sous couvert d'« indépendance nationale » ou d'« ouverture atlantique », leur but est le même : comment s'opposer aux organisations — même réformistes — du mouvement ouvrier, et en particulier à celles liées à l'URSS : les PC.

une conception « impie » ?

Dans le camp des organisations ouvrières, la réponse est différente face à Haig.

Charles Henu, de façon alambiquée, regrette que, pour le général Haig, « même la défense européenne » soit « une conception impie ». En s'engouffrant ainsi dans la brèche de la « défense européenne », une nouvelle « CED » (Communauté européenne de défense). Henu ne défend pas les intérêts des travailleurs qui votent pour le PS mais il propose une solution aux bourgeois européens, plus « honorable » que les diktats de Haig, quelque identiques qu'en soient les conséquences.



Ce que veulent les sociaux-démocrates, c'est sauver les apparences : c'est le sens de la récente protestation de Defferre et Pontillon contre l'ingérence d'un conseiller de l'ambassade US qui leur a suggéré de « se méfier davantage des communistes ». L'ambassade US répond malicieusement qu'elle n'a fait que leur répéter ce que Kissinger avait déjà dit à Mitterrand à New-York récemment... La prudence diplomatique se perd autour de ces questions décisives.

contre les « étrangers » ?

Le PCF choisit son thème le plus classique : Kanapa, dans l'Humanité, bovinnement, au nom de l'indépendance nationale, dit « non à l'élection du Parlement européen » ! Parce que celui-ci serait purement et simplement un « conglomérat élu d'étrangers ». Contre l'« Europe américaine », il refuse la « démission nationale ». C'est-à-dire qu'il refuse de donner une réponse ouvrière internationale aux grandes manœuvres internationales des bourgeois, pour entonner un couplet chauvin aux effets classiquement réactionnaires.

Face aux combats de coqs qui nous attendent de la part des champions de l'indépendance nationale, nous répondrons que l'Europe des travailleurs sera seule capable de chasser Haig, de détruire l'OTAN et sa chaîne d'armées contre-révolutionnaires. Aucun « programme commun » ne nous retient de faire campagne contre l'OTAN ! De même que rien ne nous a retenu de nous opposer à la « normalisation » de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie ! Dans les deux cas, nous n'y opposons pas le nationalisme ni la « défense nationale » mais l'internationalisme du combat des travailleurs. Non à l'élection d'un Parlement de Giscard, de Haig et des trusts ! La Constitution et le Parlement des Etats-Unis d'Europe seront l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et non pas d'un accord au sommet des gouvernements bourgeois.

G. FILOCHE

ECHEC A
PONIATOWSKI :

Mongo Beti restera en France

On se souvient de l'arbitraire qui s'est abattu contre l'écrivain africain Mongo Beti :

— En 1972, Marcellin, alors ministre de l'Intérieur, fait saisir son livre « Main basse sur le Cameroun », violente dénonciation du régime néo-colonial de Yaoundé et du procès truqué à la suite duquel, le leader révolutionnaire Ernest Ouandié fut exécuté.

Le prétexte ? Le livre est de « provenance étrangère ».

Or Mongo Beti vit en France depuis 1951. Il est titulaire de l'Education nationale depuis 1959, il est marié à une française, mère de trois enfants.

Mais le pouvoir s'acharne : son livre interdit, Mongo Beti continue de déranger. Il jette des pavés dans la mare de la « paix française » en Afrique au cours des conférences qu'il fait à l'étranger. Il faut donc le museler.

— Eté 75 : Poniatowski réclame son passeport français à Mongo Beti.

Une campagne s'organise ; un comité de soutien se crée. Mongo Beti dépose un recours devant le Tribunal de Grande Instance de Rouen.

Plusieurs fois, le procès est reporté ; quand l'audience a enfin lieu, le 17 février, on comprend pourquoi, le dossier du gouvernement est vide ; le procureur reconnaît même la validité des arguments de la défense.

Le jugement du tribunal qui vient d'être rendu, a donc confirmé que l'écrivain possède bien la nationalité française.

Première victoire. D'autant plus importante qu'elle montre bien le caractère arbitraire et manœuvrier des tracasseries faites à Mongo BETI.

En toute logique, l'interdiction de « Main basse sur le Cameroun » devrait donc être levée. Mais quelle logique y a-t-il à attendre d'un pouvoir qui laisse complaisamment Ahidjo, le tortionnaire du Cameroun s'exprimer sur les ondes de France-Inter, tandis qu'il tente de faire taire la voix de celui qui chante les luttes d'un peuple baillonné ?

Exigeons la levée de l'interdiction de « Main basse sur le CAMEROUN ».

NON A LA "JUSTICE" MILITAIRE



LES TARES DE LA JUSTICE PLUS
LES TARES DE L'ARMÉE, SA FAIT BEAUCOUP !

Rouge 337 page 6

CE DESSIN VAUT PEUT-ETRE 1000 F

Lundi 1 mars comparait devant la sixième chambre correctionnelle de Lille, Ambroise Monod, directeur de Cité Nouvelle, journal des Chrétiens Marxistes. Sur plainte du ministre des Armées, il était inculpé « d'injures envers l'armée » pour avoir édité une affiche unitaire qui reprenait un dessin de Cabu. Plus de cent cinquante personnes emplissaient la salle d'audience. Après les explications de Monod qui fit le procès des T.P.F.A. et de la Cour de Sureté de l'Etat, comme son avocat Me de Félice, plusieurs témoins se succédèrent pour parler de l'armée, de la répression et surtout

relever l'aspect grotesque de la plainte du ministre qui, non content de jeter en prison soldats et syndicalistes, s'attaque à un dessinateur. Parmi eux : le pasteur Casalis, « prétendu pasteur » comme dira le procureur, B. Jullien pour I.D.S., A. Krivine, J.P. Delarue du C.L.O.J., Cabu et D. Berger du C.D.A.

Dans son réquisitoire, le procureur jugea intelligent de provoquer Cabu et l'assistance en laissant entendre notamment que celle-ci ne faisait pas que des Gauloises... Ce qui provoqua quelques réactions assez vives, suivies

d'un ordre d'expulsion appliqué par des policiers en uniforme et quelques gros bras... Il faut dire que la traditionnelle alerte à la bombe, avait déjà permis d'évacuer une fois la salle. Le Tribunal était visiblement gêné du grotesque de la plainte et on entendit même un procureur faire une attaque à peine voilée contre les tribunaux d'exception mais « ce n'était pas le sujet, » paraît-il ! En fin de compte, il réclama 1000 F d'amende, le dessin de Cabu aurait quand même dépassé les bornes de la loi sur la presse de 1881. Ce procès est inquiétant, il touche la liberté de la presse.

L'UNION DES FORCES POPULAIRES

OU L'UNITE SELON LA DIRECTION C.F.D.T.

■ Comme le note fort justement le paragraphe II.24 de la résolution générale, « l'évolution de la situation internationale, mais aussi la situation politique en France posent aujourd'hui concrètement le problème des voies de passage au socialisme ».

Le 35^e Congrès en était resté à fixer le but : le socialisme autogestionnaire fondé sur la socialisation des moyens de production, la planification démocratique et l'autogestion. Le 36^e congrès avait évacué la discussion sur la transition.

Ce n'est qu'au début 74 que le Bureau national fit avaliser au dernier moment, à la veille des présidentielles, par le Conseil national 2 rapports sur l'union des forces populaires en janvier et sur les objectifs de transformation en avril.

Le 37^e congrès devrait être l'occasion pour l'ensemble de la confédération de prendre en charge démocratiquement, concrètement ce débat sur les voies de passage au socialisme. Et l'un des aspects essentiels de ce débat c'est la conception d'unité des travailleurs et de leurs organisations, de la classe ouvrière et de ses alliés que la direction CFDT met derrière son expression : « Union des forces populaires ».

une démarche abstraite

La politique d'union des forces populaires, définie au conseil national de janvier 74 et reprise pour l'essentiel par la résolution générale pour le 37^e congrès, a déjà largement subi l'épreuve du feu. Or des réactions des organisations ouvrières à 2 ans de crises, des présidentielles, des assises pour le socialisme, du Portugal, de l'offensive de Chirac contre le mouvement des soldats et la CFDT, du comportement de la CFDT et du bilan de son orientation face à ces situations cruciales, la résolution ne dit pas un mot !

Pourtant, comment le plus grand nombre de syndiqués et de militants peut-il apprécier une orientation sinon au travers des expériences concrètes de l'organisation syndicale. Couper la résolution de toute référence concrète à cette riche expérience, c'est, dans les faits, en réserver la discussion aux spécialistes des débats généraux, à une minorité de l'appareil militant de la CFDT rompue à la signification d'un débat abstrait. C'est dommage et c'est contraire au projet autogestionnaire de la CFDT.

une orientation lourde de sectarisme

La résolution présente ainsi la politique d'union des forces populaires préconisée par la direction CFDT : « seule une stratégie anticapitaliste fondée sur un projet socialiste permet d'effectuer un rassemblement significatif et durable. C'est pourquoi la CFDT refuse une stratégie de type anti-monopoliste et inscrit son action dans la proposition d'une union des forces populaires. » II.44

« L'union des forces populaires, c'est l'union dans l'action de toutes les forces de gauche qui acceptent de lutter ensemble sur une base de classe pour réunir les conditions du passage au socialisme. Cette union suppose que s'établisse une convergence entre les stratégies en présence qui permette la réalisation d'objectifs de transformation conduisant au socialisme. » II.45

3 idées structurent la conception développée par la résolution :

1. La CFDT préconise une union anti-capitaliste et non antimonopoliste.

2. L'union des forces populaires s'oppose à la stratégie anti-monopoliste.

3. Il y a un préalable à l'union des forces populaires, c'est la convergence entre les stratégies en présence.

Le premier considérant est parfaitement recevable pourvu qu'il soit considérablement précisé :

L'union anti-capitaliste regroupe quelles forces sociales ? Comment la classe ouvrière et ses organisations, toutes ces organisations sans exclusive, se gagnent-elles par un combat anti-capitaliste résolu et non des compromis électoraux les couches moyennes condamnées par le système capitaliste ?

Mais les 2 autres idées mettent des préalables à l'unité d'action qui sont inacceptables, sectaires et, par ailleurs, parfaitement irréalistes : comment la CFDT, toujours largement minoritaire malgré son poids non négligeable peut-elle exiger une « convergence stratégique » de ses partenaires (PC, CGT, organisations révolutionnaires...) en préalable à l'union des forces populaires ? D'ailleurs la résolution, par la suite, n'en reste pas à cette définition sectaire et intenable de l'union des forces populaires. Au paragraphe III.44, il est précisé : « la CFDT doit développer des actions et poursuivre le débat public avec les organisations concernées ».

Mais on retrouve cette conception sectaire de l'unité dans les passages de la résolution sur l'unification syndicale. Ainsi au paragraphe III.21 : « elle (la CFDT) agit pour réunir les conditions qui permettront, à terme, le regroupement des travailleurs dans une même organisation syndicale, caractérisée par une authentique indépendance, une même conception du syndicalisme et du socialisme, un fonctionnement démocratique basé sur l'autodétermination de ses adhérents et permettant, en outre, l'expression des diverses opinions. » Là encore la condition de l'unification c'est essentiellement « le fonctionnement démocratique, l'expression des diverses opinions » mais pas « une même conception du syndicalisme et du socialisme ». Ce dernier préalable, outre qu'il interdit dans les faits toute perspective d'unification avec la CGT, est contradictoire avec la définition de la CFDT comme syndicat démocratique de masse pouvant regrouper « par définition » diverses « conceptions du syndicalisme et du socialisme ».

pour un bilan très chargé d'opportunisme et de sectarisme

Les mauvaises conditions posées en préalable au développement de l'Union des forces populaires se sont bien facilement évanouies à chaque échéance politique. Au nom de quelle exigence autogestionnaire la direction CFDT a-t-elle soutenu sans condition Mitterrand et violemment dénoncé la candidature du dirigeant ouvrier Charles Piaget ? Pourquoi le programme de la CFDT, ses revendications, ses perspectives de socialisation de l'essentiel des moyens de production se sont-ils évanouis devant le plan et... le SMIG réalistes de Mitterrand ?

Quelle conception de l'autonomie syndicale préconise un Bureau national qui a utilisé ses responsabilités syndicales pour renforcer le PS ? Au nom de quelles perspectives autogestionnaires la CFDT a-t-elle soutenu le PS portugais et la légalité bourgeoise de la Constituante contre le développement des comités de travailleurs ?

Ce bilan rejoint celui des partenaires privilégiés de la direction CFDT : l'orientation de la direction CFDT n'a pu infléchir le cours électoraliste du PS et du PC, au contraire ! Le PC abandonne, toute référence à la dictature du prolétariat pour tendre plus facilement la main aux gaullistes et aux PME. Mitterrand utilise le renforcement du PS pour appuyer Soares, s'appuyer sur Schmidt... et Kissinger !

Ces grandes directions ouvrières refusent depuis deux ans (avec la direction CFDT !) d'affronter dans la lutte un gouvernement qui gère la crise sur le dos des



travailleurs. Et elles se sont dérobées face aux attaques de Chirac contre le mouvement de soldats et... la CFDT !

une autre démarche : marcher séparément, mais frapper ensemble

Il est une autre conception de l'unité, qu'évoquent d'ailleurs certains passages de la résolution :

« L'union des forces populaires, c'est l'union dans l'action de toutes les forces de gauche qui acceptent de lutter ensemble sur une base de classe pour réunir les conditions de passage au socialisme. »

Face à la crise qui frappe depuis deux ans les travailleurs, certaines exigences s'imposent à toutes les organisations ouvrières : les revendications essentielles des travailleurs sont parfaitement connues de toutes les organisations ; la nécessité de la lutte, d'une lutte préparée, coordonnée, centralisée jusqu'à l'épreuve de force victorieuse avec ce régime est aussi évidente. Si les grandes directions ouvrières peuvent tergiverser, c'est qu'aucune organisation suffisamment influente ne les contraint devant les travailleurs à l'urgence de l'unité d'action.

La CFDT pourrait, avec sa force minoritaire mais non négligeable, être cette organisation. Mais il faudrait d'abord que sa direction rompe avec une conception de l'union des forces populaires comme union faite avant tout pour les élections. Mais il faudrait que cette direction reconnaisse que la véritable garantie d'une unité offensive des travailleurs et de leurs organisations, c'est, aujourd'hui dans les luttes, demain pour l'épreuve de force avec ce régime et la construction du socialisme, l'organisation démocratique des travailleurs dans des structures de base unitaires.

Ce sont ces comités unitaires des travailleurs qui peuvent permettre le débat le plus large entre tous les courants du mouvement ouvrier et garantir l'unité d'action sur les perspectives démocratiquement débattues et décidées.

C'est par ailleurs la seule voie de construction d'un socialisme autogestionnaire.

LE 11 MARS : ETAPE OU ALIBI ?

■ Quand Séguy parla des Etats généraux du 11 Mars « ouverts à tous », ce là pouvait annoncer le début d'une nouvelle phase de lutte des travailleurs sans emploi aux côtés des autres travailleurs. Mais il aurait fallu pour cela ne pas se limiter aux jeunes chômeurs, malgré leur importance. Pourquoi pas des comités de jeunes chômeuses ou d'immigrés chômeurs ? Alors que l'organisation des chômeurs est déjà faible, est-ce en divisant chaque catégorie qu'on renforce la lutte ?

Aujourd'hui, les chômeurs, conscients d'être des travailleurs sans emploi, cherchent des liaisons unitaires. Des comités CGT-CFDT se sont formés dans de nombreuses villes. Une coordination de la région parisienne regroupe des comités soutenus par la CGT, la CFDT, les deux ou autonomes, dans une même unité d'action. Est-ce que la CGT les invite aux Etats généraux des comités ?

Est-ce en mobilisant pour le 11 mars sur le thème « adhérez aux comités CGT, seule la CGT peut défendre vos droits ». Est-ce en ignorant les comités déjà existants, en faisant bande à part, que la CGT met ses moyens au service de tous les chômeurs ? S'agit-il pour la CGT de recruter ou alors de regrouper tous les chômeurs ? L'unité est à l'ordre du jour.

Pourquoi la CFDT n'a-t-elle pas demandé à participer au 11 mars ? Pourquoi, sur Paris, a-t-elle choisi de ne pas soutenir la coordination des comités de chômeurs ?

La CFDT préfère-t-elle, aussi, organiser sa propre coordination de comités de chômeurs ?

Malgré ces limites, le 11 mars peut être une étape importante. Mais quelques vagues déclarations de G. Séguy, une V.O. sur le chômage, des mobilisations dispersées constituent-elles une mobilisation nationale ou un moyen de montrer que la CGT n'est pas absente des luttes des chômeurs ?

Ce qu'il faut, ce sont des perspectives concrètes de lutte pour améliorer les conditions des chômeurs, pas des pétitions qui resteront sans lendemain. Un soutien syndical concret permet de vaincre, comme l'a prouvé l'exemple de l'EGF à Paris. Soutenus par les syndicats, les sans-emploi ont obtenu l'arrêt des coupures.

De plus, alors que les chômeurs demandent du travail, et les salariés de nouveaux effectifs, une semaine moins longue, le partage du travail est à l'ordre du jour, la semaine de 35 h. sans réduction de salaire doit être l'axe principal de la lutte unifiant les travailleurs avec ou sans emploi.

B.P.

RENAULT-SANDOUVILLE

LA REGIE N'A RIEN CEDE

Après dix jours de grève, face au refus de la direction de céder et en raison de l'isolement de la grève sur l'usine, les OS des presses ont dû reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction.

Si la reprise est un échec grave, en raison des attaques répétées de la direction, elle aura néanmoins fait évoluer la conscience des travailleurs sur deux points :

- les armes dont dispose la direction pour briser une grève
- le problème de l'auto-défense de nos luttes.

Depuis le début de l'année les travailleurs de l'usine ont subi de nombreuses brimades de la part de la direction. Refus d'accorder des augmentations de salaires importantes et détérioration des conditions de travail, augmentation des cadences, atteinte à la sécurité des travailleurs.

C'est dans ce contexte que les OS des presses ont décidé de passer à l'action. C'est le secteur de l'usine le plus combatif et là que les conditions de travail sont les plus dégueulasses. Ils se sont mis en grève sur des revendications de fric et de conditions de travail. Prime d'attente de 70 F. en attendant d'obtenir le P1, plus de sécurité sur les presses.

Tout de suite, la grève s'étend aux trois équipes et le 16 c'est 200 OS qui étaient en grève. A Sandouville, on produit les bagnoles les plus chères R 20 et R 30. La direction, comprenant le danger pour ses profits, a adopté une attitude très dure en brisant la grève par l'embauche de nombreux intérimaires pour effectuer le travail des grévistes.

Cette atteinte au droit de grève, une de plus à la Régie, posait le problème des moyens d'action à

utiliser pour bloquer la production et ainsi créer un rapport de force capable de faire plier la direction. Et c'est là que la position des directions syndicales a pesé lourd.

Au niveau des directions CGT et CFDT il n'y a pas eu l'unité alors qu'à la base celle-ci était créée entre les travailleurs français et immigrés, entre les syndiqués et les non-syndiqués. Alors que dans l'esprit des OS l'idée de bloquer la production commençait à se développer, les directions syndicales, au nom de la légalité et de la responsabilité, ont tout fait pour freiner cette aspiration.

A travers ce conflit des OS de Sandouville, survenant après celui de Billancourt, il se pose un problème important pour les conflits à venir au sein de la Régie, c'est celui des grèves sectorielles.

A Sandouville, le problème de l'extension à l'ensemble de l'usine était posé. Mais aujourd'hui, la politique des directions syndicales est claire. D'une part elles utilisent des secteurs combatifs pour montrer leur volonté de lutte, en prenant garde de maintenir ces luttes au niveau d'un secteur, d'autre part elles se refusent à étendre les conflits au niveau de la Régie. En effet, dans les conditions de mobilisations actuelles, une lutte d'une telle ampleur pourrait avoir pour des conséquences dont les directions syndicales ne veulent pas entendre parler.

Correspondant
Le 24 février 1976

Bilan d'une victoire

■ L'usine de Pauly, à Clermont-Ferrand, c'est un sale boîte. Les conditions de travail y sont dignes du XIX^e siècle. Les ouvriers bossent dans un hangar « en plein vent ». Les bacs d'acide qui découpent les poutrelles sont situés au ras du sol, sans aucune protection. Le moindre faux-pas est mortel. Les trois-quart du personnel ont été accidentés l'année dernière. On compte de nombreux immigrés logés dans l'usine. Chaque chambre fait six mètres sur deux et reçoit entre trois et six ouvriers.

Quand un travailleur était absent, le chef de chantier allait chercher un immigré dans sa chambre pour « compléter l'équipe ». Certains ont dû assurer trois services de suite (l'usine fonctionne en 3 X 8).

La grève s'est déroulée avec occupation. Les ouvriers demandaient :

- 0,70 de l'heure pour tous avec 30 F de plus au 1/4/76
- Indexation des salaires sur le SMIG au 1^{er} février 76
- Des bleus de travail gratuits
- Plus de sécurité
- Possibilité de prendre un mois de congé sans solde en plus pour les immigrés désirant rentrer au pays

L'unité entre français et immigrés a été totale. Après huit jours de conflit, les négociations entre représentants des grévistes et patron ont vu l'ensemble des revendications aboutir. Les qualifications seront élaborées en accord avec les délégués du personnel. De plus, les loyers seront gratuits pour les travailleurs logés dans l'usine alors qu'ils devaient payer auparavant 40 F par mois.

Pendant la lutte s'est constituée une section syndicale CFDT. La combativité exemplaire des ouvriers de Pauly doit pouvoir leur permettre de continuer la lutte pour de meilleures conditions de sécurité.

Correspondant.

Paysans-travailleurs : vers un syndicalisme de classe et de masse.

Le Conseil National de Paysans-Travailleurs s'est réuni le 27 et 28 février. Réunion importante puisqu'elle devait débattre de l'orientation proposée par le collectif national « Vers un syndicalisme de classe et de masse ». Comment élargir la base du mouvement face au syndicalisme officiel partisan du corporatisme et de la collaboration avec les pouvoirs publics ? Comment lier la lutte des paysans exploités petits et moyens à celle de la classe ouvrière ? Telles étaient les questions centrales du Conseil. Les délégués ont aussi envisagé les perspectives d'action sur 3 plans : le problème foncier, l'intégration des petits éleveurs par les firmes d'aliment, le paiement du lait pour assurer la rémunération du travail de l'éleveur.

Deux journées décisives, donc, sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir.



QUINZE JOURS CONTRE LE CHOMAGE

Cette campagne, qui débute le 1^{er} mars, comprendra, outre dix jours d'information (du 1^{er} au 10 mars) un « six heures contre le chômage » (le mercredi 10 mars à 18 h, au patronage laïc, 72, avenue Félix Faure Métro-Bouicault) avec des films, des sketches, des débats centraux et des forums animés par diverses organisations de masse du quartier, et une manifestation de rue partira, le mardi 16 mars à 17h 30, du siège de l'agence nationale pour l'emploi, rue Fextius-Michel.

Correspondant.

La lutte des travailleurs mauriciens continue

Dans une lettre du 11 décembre 1975, P. Dijoud affirmait qu'il n'y aurait pas de régularisation globale des 4000 travailleurs mauriciens sans papiers. Les travailleurs mauriciens se mobilisent : assemblée générale du Mouvement des Travailleurs Mauriciens tous les dimanche, délégations massives au Ministère du Travail et celui de la coopération, actions unitaires avec les autres travailleurs immigrés. La riposte s'organise.

Assemblée générale du M.T.M. tous les dimanches Eglise Ste Odile, 2 rue Stéphane Mallarmé Paris

Rassemblement le 14 Mars 51 bis, rue de la Roquette — PARIS 11^e Métro Voltaire

Issy les Moulineaux les ordinateurs sont bloqués

Depuis le mardi 24 février, les ordinateurs sont totalement bloqués à Issy-les-Moulineaux et partiellement dans les trois autres complexes informatiques Orléans, Toulouse et Lyon. Le lundi 23 avril, avaient lieu des négociations à partir d'une série de revendications dont certaines sont vieilles de dix ans : la direction n'a rien voulu accorder et a refusé toute discussion. Devant cette attitude intransigeante, le personnel e façonnage s'est mis en grève. Il a été immédiatement suivi par les perfos, les pupitreurs et enfin les magasiniers et les administratifs du service de traitement de l'information.

Le personnel réuni en AG a décidé de se mettre en grève illimitée reconductible chaque matin en AG. Il a été décidé la constitution d'un comité de grève composé de deux membres de chaque organisation syndicale (CGT, CFDT, FO) et de douze membres des services concernés.

Le comité de grève siège en permanence et rend compte du déroulement de la grève tous les jours devant

l'assemblée générale. La grève s'est vite étendue aux autres centres informatiques, d'abord à Clichy, puis Toulouse, Orléans et Lyon. En ce qui concerne les perfo-verifs, le mouvement est plus important encore puisqu'il existe plus de 90 ateliers de perfo. Au début la direction n'a pas voulu négocier, attendant de voir si le mouvement ne faiblirait pas de lui-même. Devant la situation, le 26 février, elle a proposé des négociations pour le lundi 1^{er} mars.

Les revendications : le cahier de revendications a été élaboré par les différents services en grève. Il réclame principalement : un déroulement de carrière meilleur, des effectifs supplémentaires, le paiement des primes douze mois sur douze avec intégration au salaire.

Le comité de grève participe aux négociations à côté des organisations syndicales. Le lundi 1^{er} mars, la direction n'a quasiment rien accordé. Le personnel a donc voté à l'unanimité la reconduction de la grève.

Le combat continue.

Bretoncelles : succès de la manifestation contre la répression syndicale

Samedi 28, une manifestation a eu lieu à Mortagne à l'appel de la section CFDT et du Comité de Lutte de Bretoncelles et de l'Union du secteur. Plus de 200 personnes y ont participé, ce qui pour la région est un succès : des paysans-travailleurs (dont certains venus de loin), des travailleurs de boîtes en lutte (Trouvre, Silor-Crinor), des représentants des mouvements écologiques. Le cortège, très combatif, a manifesté pendant une heure et demie. Dans la manif, une femme parmi d'autres, explique : « J'ai 50 ans ; j'ai travaillé d'abord aux champignons, (un des boulots les plus pénibles de la région) puis à l'hôpital. Les deux fois, j'ai été licenciée... » Après la manif, eurent lieu plusieurs prises de parole, dont une intervention très chaude des comités de soutien.

Après cette manif, la lutte continue à Bretoncelles. Les négociations en sont toujours au même point. Une pétition

circule contre la répression syndicale. Il faut maintenant rester vigilants, et maintenir la mobilisation.

Le problème financier se pose avec acuité : en lutte depuis quinze mois, certains travailleurs ne touchent plus les indemnités de chômage. Avec les traites, les gosses, les prix qui montent, ça commence à tirer. La solidarité financière est une aide décisive.

Le 2 mars. Correspondant.

SOLIDARITE

Rubinat, Crédit Agricole de Mortagne au Perche, place Notre-Dame N° de compte : 52.75.70 Mention : Solidarité Bretoncelles

Première riposte contre la C.F.T.

Les agressions de la CFT se sont multipliées ces derniers temps sur la région caennaise. A partir de Citroën-Caen, la CFT tente de monter une campagne de grande ampleur. Dans la nuit du 18 au 19 février, les locaux de la CFDT de Caen ont été attaqués. Un meeting de riposte a eu lieu le 26. A l'appel de CFDT, PSU, LCR, JOC, OCR, etc. Près de 500 personnes y ont participé.

Correspondant Caen.

Répression contre les travailleurs immigrés à Bordeaux

Quatre travailleurs immigrés ont été expulsés manu-militari par les flics de Bordeaux et refoulés dans les pires conditions en direction de leur pays d'origine. Une véritable offensive répressive se développe sur la région : perquisition, menaces, violences, contrôles dans les cafés, convocations au commissariat.

Face à cela, une riposte des organisations ouvrières, à l'exception du PCF et de la CGT est en réalisation. Une campagne d'information unitaire (PS, PSU, LCR, CFDT, ASTI, PCRml) va être engagée.

Correspondant Bordeaux.

Un délégué C.F.D.T. condamné pour diffamation envers un délégué F.O.

André Thiollent, secrétaire de l'U.R.-C.F.D.T. de Haute-orlandie a été condamné pour diffamation à la suite de la grève de la Coopérative laitière de Haute-Normandie. La CFDT avait publié à l'issue du conflit une brochure où elle relatait, entre autres, comment Sanson autrefois adhérent CFDT, s'était vu proposé une promotion professionnelle en même temps qu'il quittait la CFDT et constituait une section F.O ; le fait que sa vocation subite pour F.O coïncidait avec une répression patronale accrue dans l'entreprise démontrait suffisamment les projets de la direction dans l'affaire. 500 francs d'amende et 1000 francs de dommages et intérêts : tel est le prix payé pour dénoncer les méthodes patronales et le rôle de collaborateur zélé de Sanson, délégué F.O.



Télégrammes

BCD (CHAUSSURES-PAU)

Les 225 salariés de l'entreprise située dans la région de Dax sont en lutte depuis l'annonce des licenciements collectifs du 24 novembre.

Correspondant

Création d'une section syndicale CGT par des stagiaires des centres FPA de Bayonne et Capbreton. Ceux-ci sont bien décidés à imposer la reconnaissance de la section par la direction.

Correspondant.

GREVE GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE, POURQUOI PAS ?

Le 5 mars, les enseignants du technique seront en grève à l'appel du SNEPT-CGT. La FEN a donné un préavis de grève pour le 9 mars. Les syndicats CGT et CFDT de la fonction publique organisent le 10 mars une journée nationale de grève et de manifestations. La même date sera probablement retenue par la rencontre nationale des facultés en lutte pour une nouvelle journée d'action. A l'évidence la bataille s'engage en ordre dispersé. Alors que personnels, enseignants, étudiants, lycéens, collégiens et

travailleurs sont tous concernés par les décrets et réformes du pouvoir dans l'Education nationale, la succession morcelée de ces journées ne va pas dans le sens d'une unification de la riposte. C'est à une division sciemment organisée que l'on pense quand l'on voit la FEN appeler à se mobiliser le 9 mars, avec FO... alors que CGT et CFDT manifesteront le 10. C'est à cette même division que l'on pense quand l'on apprend que les Etats généraux étudiants de l'UNEF-Provence, animée

par l'UEC, ont avancé la date du 10 mars pour une journée d'action étudiante, alors que l'UNCAL animée par les JC et réunie en congrès le même jour, a proposé de son côté une journée d'action lycéenne le 16 mars, trois jours avant les vacances scolaires ! C'est une autre voie qu'il faut suivre : contre une offensive de sélection sociale, de rentabilisation capitaliste et de répression accrue qui concerne tous les secteurs de l'Education nationale, c'est une démonstration de force et d'unité de tous ceux qu'elle touche qu'il faut réaliser. Seule une grève générale de l'Education nationale est à la hauteur des coups bas du pouvoir. Ce sera l'enjeu de la préparation de la journée du 10 mars : dans les lycées et CET pour organiser des cortèges autonomes aux côtés des étudiants, dans les syndicats de la FEN pour faire du 9 et du 10 deux journées d'action et participer aux grèves et manifestations du 10, dans les syndicats ouvriers pour développer une solidarité active. Et dans tous les établissements scolaires en multipliant les actions jusqu'à la grève.

AMIENS LA GREVE ÇA S'ANIME

■ Depuis le 18 février, à Amiens toutes les facultés de l'université de Picardie sauf celle de Médecine sont en grève. Une université sans tradition de lutte, qui n'avait aucunement bougé depuis 1973. ou aujourd'hui, les assemblées générales rassemblent toujours de très nombreux étudiants : près d'un millier le jeudi 27 février. Une grève déterminée dès le début de la lutte, les partiels et « TD » ont été systématiquement interdits, ce qui a amené le Conseil d'Université, à majorité syndicale, et les sections du SGEN et du SNESUP à suspendre tout contrôle durant la grève. Il ne restait aux étudiants mobilisés qu'à prendre en main leur grève, structurée par l'élection par U.E.R. de comités de grève.

Ce qui frappe en effet, c'est la

volonté des étudiants d'être présents à la « fac ». Une grève animée avec des traits particuliers selon les départements. En Droit, plus de 300 étudiants occupent chaque jour les locaux et ont transformé leur U.E.R., plutôt sinistre, en un forum permanent : le sacro-saint « code civil » remis en cause, des débats sur le « Parisien Libéré » et la liberté de la presse, le syndicat de la magistrature invitée. En Histoire-Géo flotte un drapeau rouge avec en lettres noires « Vive la Commune » qui annonce une exposition dans les couloirs sur l'insurrection de 1871, où voisinent citations de Marx, Bakounine, Louise Michel, et documents d'époque. Sur le mur d'en face, une analyse détaillée de la réforme et des

projets du Secrétariat d'Etat. Au programme, la semaine prochaine une rétrospective des réformes de l'Ecole depuis 1958.

Salle D.37, permanence du Comité de grève : toute la semaine c'est le rendez-vous des historiens-géographes. Des discussions sur la permanence d'un mouvement étudiant après la lutte, le contenu des cours, les modalités d'examen, le contrôle continu, les problèmes spécifiques à l'U.E.R. En bas, dans la « rotonde », Sciences-éco a installé une cafétéria sauvage. Un peu plus loin un groupe joue de la musique. Déjà deux chansons ont été écrites sur la réforme. Dans toute la fac de grands panneaux annoncent l'animation faite dans les

Rencontre nationale des étudiants en lutte contre la réforme du deuxième cycle universitaire.

Que faire du 6 mars ?

Le mouvement contre la réforme du second cycle universitaire et le projet de Centre de formation des maîtres s'est étendu cette semaine. Après les Instituts universitaires de technologie de la région parisienne, ce sont surtout ceux de province qui ont manifesté en direction des sièges patronaux le 25 février dernier. Après les facultés de Nantes en janvier, c'est aujourd'hui une dizaine de villes universitaires qui ont été touchées par la grève : Toulouse, Clermont-Ferrand, Lyon, Grenoble, Amiens, Aix-en-Provence, Rennes, Bordeaux... Une première journée nationale d'action, le mercredi 3 mars, a permis d'unifier la riposte. Mais c'est surtout la rencontre nationale, à Paris le 6 mars, des facultés en grève et des structures de lutte étudiantes qui est décisive.

□ Elle sera l'occasion en confrontant les expériences de faire le point sur les caractéristiques de cette renaissance des luttes étudiantes. Elles sont de trois ordres. D'abord une diversité remarquable. Si les réformes du 2ème cycle et de la formation des maîtres sont partout combattues, chaque grève recouvre des problèmes particuliers, produits de la concurrentialité entre universités et d'une adaptation élastique, depuis la réforme Faure en 1968, aux besoins du patronat.

Ainsi, à Clermont-Ferrand et Lyon, la partition de l'université entre une « faculté d'élite », choyée, et une « faculté dépotoir », délaissée et sans crédits, est combattue ; à Amiens, l'accord Université-Patronat de Picardie est dénoncé ; à Nantes, la réintégration d'étudiants exclus de la préparation d'un troisième cycle jugé « non rentable » est exigée ; à Toulouse, des crédits sont réclamés ; etc. Deuxième trait nouveau, l'apparition d'un autre mouvement étudiant, différent de celui de l'immédiat après 68. L'époque où les débats politiques généraux définissaient les enjeux a cédé la

place. Aujourd'hui, la masse des étudiants débouche sur des questions politiques essentielles à partir d'une opposition au sein du campus même, sur les problèmes universitaires, aux buts du pouvoir.

Troisième et dernière particularité : le sentiment d'engager une bataille prolongée, de ne pouvoir faire céder le pouvoir par le seul fait de l'affirmation centrale de la révolte étudiante. Sentiment renforcé par une période politique difficile, sans débouché central. L'offensive du pouvoir et du patronat dans l'institution scolaire est de longue durée. Pour y faire face, il faut construire un mouvement qui, en permanence, s'attaque à la loi des patrons à l'université, s'oppose aux applications partielles, grippe la machine. Sur ce plan, un fossé réel sépare d'une part l'aspiration unitaire réelle sanctionnée par la naissance de nombreux comités de lutte, regroupant plusieurs tendances du mouvement, et d'autre part certaines manœuvres d'appareil. Il y avait déjà les deux UNEF, « Provence » et « Soufflot », l'une animée par l'UEC, l'autre par l'AJS. Depuis la rentrée universitaire, le MARC, soutenu par la CFDT, et, semble-t-il le PSU a lancé la Comité National d'Initiative et de Liaison (CNIL), alors que la majorité du PS créait de son côté le Comité pour l'Organisation d'un Syndicat des Etudiants de France (COSEF). C'est à ne plus s'y retrouver. Dans les luttes présentes, on voit l'UNEF-Provence tenter de canaliser le mouvement, en entretenant la confusion entre ses propres initiatives et celles des structures démocratiques, « AG » et Comités de grève : ainsi une manifestation de la coordination grenobloise est présentée par l'Humanité comme une manifestation appelée par l'UNEF ; des Etats Généraux des luttes convoqués pour le 28 février sont mis en concurrence avec la rencontre nationale du 6 mars

différentes U.E.R.

D'importants débats traversent par ailleurs la grève. Au centre d'eux, l'accord Université-Patronat de Picardie. Il s'agit de la création, en début d'année, d'une association régie par la loi de 1901, dénommée « Université-Industrie de Picardie », et composée à parité de représentants du Conseil d'Université et du Conseil de direction de l'Union Patronale. Son article II met en évidence ses objectifs : « étudier... les besoins des entreprises... et l'orientation de certains enseignements », « favoriser l'accès à des stages professionnels dans les entreprises de la région, pour les étudiants... et éventuellement pour les enseignants », « faciliter l'intégration des étudiants diplômés dans l'industrie ». En clair c'est la consécration de la main-mise et de la libre intervention patronales dans le service public universitaire. Quelle riposte ? L'UNEF-Provence (ex-Renouveau), par sa participation au Conseil d'Université, est impliquée dans cette sombre affaire. De son côté le M.A.R.C. propose de « faire confiance au conseil d'Université » pour ne pas appliquer l'accord. Belle illusion quand l'on sait que ce même conseil a refusé d'en rendre public le texte. Pour les révolutionnaires, il faut au contraire exiger par la lutte l'abrogation immédiate de cet accord. C'est la position que défendent les militants de la L.C.R. à Amiens.

Correspondant Amiens
le 28-2-76.

De ces divisions, le mouvement étudiant n'a rien à gagner. Bien au contraire, l'enjeu de la mobilisation actuelle est d'imposer à toutes les tendances se réclamant du mouvement ouvrier, la construction dans les faits d'un mouvement étudiant unitaire. Ce sera probablement l'un des points en discussion lors de la rencontre du 6 mars, ainsi que l'appel à une nouvelle journée d'action le 10 mars, coïncidant avec celle des syndicats CGT et CFDT de la Fonction Publique.

Le 2 mars 1976.

QUAND LES 6ème VONT A L'USINE

« Le progrès ne consiste pas à ouvrir les portes à l'endoctrinement et à la manipulation. » C'était une des sentences de Haby, présentement ministre de l'Education, dans une lettre aux lycéens, l'an dernier. L'hypocrite se donnait en même temps les moyens de faire « sa » politique, c'est-à-dire celle des patrons. Une loi votée sur mesure en juillet dernier, et place aux applications partielles, aux états de fait, aux réformes sans prévenir. Parmi celles-ci, l'adaptation des contenus de l'enseignement aux besoins de l'économie est à l'honneur. Même que l'on s'y prend très tôt : en vantant aux élèves de 6^e les charmes de l'usine.

■ De quoi s'agit-il ? D'une des premières manifestations du tout nouveau secrétariat d'Etat à la revalorisation du travail manuel. Des « établissements pilotes » ont été « soigneusement choisis » dans toutes les académies. Cette expérience « exemplaire » concerne tous les élèves de 6^e et de 4^e des CES et lycées désignés. Pour les 6^e, une demi-journée par quinzaine est consacrée à la visite d'entreprises, où ils examineront les « différents postes de travail ». Les 4^e iront une demi-journée par quinzaine « réaliser de petites fabrications » dans l'atelier d'un CET. D'importants crédits ont été débloqués pour cette opération qui a commencé depuis la mi-janvier et qui se déroule dans le cadre des « 10 % de temps pédagogique », pourtant très souvent rayés de la carte « faute de moyens » quand il s'agit d'activités proposées de concert par les enseignants et les élèves.

la propagande des patrons

A Paris, trois établissements ont été choisis : les lycées Jeanson de Sully, Carnot et Charlemagne. Dans ce dernier, le programme des visites a été établi par l'Union patronale de la Région parisienne avec l'aide de la Chambre de commerce. Tous les élèves de 6^e ont été conduits à tour de rôle dans un Centre de formation d'apprentis, l'AFORP, centre privé dépendant de la Chambre des métaux. Selon un texte voté par les enseignants syndiqués de l'établissement et certains non-syndiqués, « les enfants (y ont été) soumis à une propagande intensive. On leur vante les avantages immédiats dont jouissent les apprentis (...), on leur dit que, contrairement à ce qui se passe dans l'enseignement long, ils sont assurés d'être placés, de rester dans la même entreprise, que les salaires de techniciens sont très élevés... Et en partant, on leur remet quelques prospectus... pour distribuer à leurs frères plus âgés et à leurs amis. ». Ensuite, les mêmes élèves ont été conduits dans une entreprise affiliée à la Chambre des métaux où, disent les enseignants, « le cadre chargé de l'ac-

cueil leur démontre que si un travailleur manuel est « travailleur, intelligent et sérieux » (sic)... il s'élève rapidement dans la hiérarchie et quitte le travail manuel. » Et ça s'appelle « revaloriser » le travail manuel...

Pour pimenter l'affaire, la directrice du lycée Charlemagne, Mme Niel, a envoyé une circulaire aux parents pour justifier l'opération après les protestations des enseignants. On y apprend, sans rire que « le travail manuel est le prolongement technique du cerveau » et que « le but poursuivi est de faire connaître un certain nombre de métiers qu'exercent la majorité des hommes dans le monde moderne, qui est d'abord un monde de la technique ». Et pourquoi protester puisque « toute expérience nouvelle est un essai dont la critique est bénéfique a posteriori et non point en cours, ni a priori » ?

le goût de l'usine

L'opération est grossière. Sous prétexte d'« ouverture sur la vie », il s'agit en fait de rendre directement présentes dans l'univers de l'enfant les valeurs de l'usine. Il ne s'agit pas tant que tous ces élèves finissent en

ET VOUS AVEZ TROUVE ÇA OU ?

Une solution immédiate **dès 17 ans** à vos problèmes d'orientation

L'ARMEE DE TERRE vous propose

- un esprit de cadre + une sécurité d'emploi
- des salaires élevés
- un statut de sous-officier
- un recrutement direct sans concours
- le 1^{er} avril de la 1^{re} section
- une formation au grade de Sergent garantissant 6 mois de service
- une perspective de promotion, notamment par la voie des
- Ecoles d'Infirmiers à MONTPELLIER
- Une loi unique, garantissant des fonctions variées, des responsabilités honoraires
- Ecole « ARTILLERIE » - Sud-Ouest à CHALONS-SUR-MARNE
- Ecole « SAPEURS-POMPIERS » - Sud-Est à NIMES
- des techniques et des matériels de pointe
- Ecole des TRANSMISSIONS à ALEN
- des qualifications dans les télécommunications

Dans La voix des parents » journal de la Fédération des parents d'élèves Lagarde avec un article sur l'orientation scolaire.

centres d'apprentis, mais que, quelle que soit leur place future dans la production, ils aient acquis les mentalités industrielles. Il faut que la division du travail, la parcellisation des tâches, la hiérarchie deviennent un univers « naturel », admis, intégré. Et pour ceux qui, par les classes de 4^e dites « préprofessionnelles de niveau » (CPN) ou de « pré-apprentissage » (CPA), ou par les CFA, ou encore après le CET se retrouveront « travailleurs manuels », il s'agit de les rendre dès l'origine dociles, souples, capables de s'adapter facilement à leur poste de travail.

Les jeunes scolarisés et les enseignants ne sont donc pas les seuls concernés, les travailleurs le sont au premier chef : c'est l'organisation du travail dans l'usine qui dicte les réformes patronales. A cette loi, il faut opposer un front pour une autre formation, dictée, elle, par les intérêts des travailleurs. Une formation qui s'appuie sur un service public d'enseignement, ouvert à tous et hors de tout contrôle patronal. Une formation qui remette en cause activement les valeurs dominantes. Une formation critique inapte à l'intégration. Une formation polyvalente, ouverte sur les luttes et garantie par une liberté pédagogique et d'expression totale. Chaque avancée d'Haby ou de ses compères sur la voie des réformes doit être l'occasion d'illustrer concrètement cette démarche, qui n'a rien à voir avec la défense de l'enseignement traditionnel tel qu'il est, qui s'oppose à la fois au renforcement de l'état de chose existant et à ce dernier. Ainsi, dans le cas des visites en usine des élèves de 6^e, l'ensemble des enseignants syndiqués du lycée Charlemagne (SNES, SGEN, SNEP, SNEEPS) ont finalement décidé de refuser et donc de prendre en charge les élèves. N'aurait-il pas été plus efficace que les sections syndicales enseignantes contactent les syndicats ouvriers des entreprises concernées et organisent avec eux un « détournement » de la visite : discussion des élèves avec des représentants syndicaux, dénonciation des conditions de travail, etc. Et dans le cas des élèves de 4^e allant dans les ateliers de CET, ne serait-ce pas l'occasion de développer les liens entre lycéens et collégiens, de montrer aux premiers les conditions différentes, plus dures et plus sévères, dans le contenu des enseignements comme dans la discipline, faites aux seconds. Ce pourrait être l'illustration concrète d'une riposte offensive à ces expériences qui aillent dans le sens d'une intervention des travailleurs dans le monde clos de l'éducation.

Joseph KRASNY

BREF

- **REPRESSION PEDAGOGIQUE** : adjoint d'enseignement au Lycée Mozart à Sarrebourg, M. Blache a été suspendu en février dernier. Un rapport d'inspection, mode habituel de la mise au pas des enseignants non conformes, en a décidé ainsi. On lui reproche pêle-mêle : le bruit de sa classe (il prônait le travail en groupe), l'absence de correction des fautes d'orthographe et de syntaxe des élèves, et le choix des livres étudiés (entre autre « l'herbe Bleue », un roman sur la drogue pourtant peu contestataire et à grande diffusion).

- **CET DESOBEISSANT** : au CET d'Yvetot en Seine-Maritime, les collégiens viennent d'inaugurer de nouvelles formes de lutte. Contre un règlement intérieur « irrespectueux de (leurs) personnalités », ils ont décidé d'imposer dans les faits leurs revendications en pratiquant une « désobéissance publique ». Préférant ce mode d'action à la grève, les collégiens affirment dans une lettre-pétition adressée au directeur : « nous accusons (le) règlement (intérieur) d'entraver à l'épanouissement que nous sommes en droit d'exiger de notre scolarité dont vous être responsables. En notre qualité d'internes, nous refusons de vous remettre le double de nos clefs de cadenas qui vous donneraient la possibilité d'ouvrir nos armoires en notre absence (...) Dans le cas, où vous auriez déjà ces clefs, nous nous ferons un devoir de vous les demander. En notre qualité de collégiens, nous nous refusons à subir toutes espèces de fouilles de qui que ce soit (...) Dans le cas où vous poursuivriez ces activités douteuses, nous nous référerons sans aucun doute au droit législatif (...) Nous vous signalons, que tout en respectant les risques d'incendie (...) nous avons l'intention de fumer pendant nos temps morts dans la cour de récréation, ceci nous en sommes conscients, au détriment du règlement. Nous avons l'intention de lire les revues et journaux de notre choix (...) car nous estimons que leur censure représente un grave danger pour nos connaissances historiques, philosophiques et culturelles. Par ces activités publiques, nous entendons exprimer notre désaccord avec votre politique et retrouver une partie de nous-mêmes broyée par votre administration ». Et toc !

- **SERRURIERS, APPRENTIS ET GELES** : au CET Vaucanson, à Grenoble, les collégiens de l'atelier serrurerie sont en grève depuis trois semaines. Car « à la Vox », il fait frisquet ! Actuellement, la température dans l'atelier avoisine 6° alors que le minimum légal, imposé aux entreprises est de 16°. Les collégiens travaillent vingt heures par semaine dans ces conditions, renforcées par l'absence de WC et de toute isolation. Les grévistes exigent l'application de la loi pour le chauffage, la construction de toilettes à l'intérieur des ateliers et que les travaux commencent au plus tôt. Le comité de lutte du CET-Lycée Technique dans son ensemble soutient les apprentis serruriers, et a mis en place un « comité hygiène et sécurité » ouvert aux collégiens volontaires, qui a pour tâche de contrôler l'administration sur ces questions. Une « commission bouffe » avait déjà été imposée : l'administration lui communique à l'avance les menus et le prix des denrées, et elle contrôle ainsi, en liaison avec le personnel de service, la qualité, la gratuité et la quantité.

8 mars :

journée internationale
de lutte des femmes

TOUTES DANS LA RUE

Samedi 6 mars à 15
de la Place de la République à la Place

■ 8 mars 1976, un peu partout en France les groupes de femmes préparent activement cette journée internationale de lutte des femmes : forums, manifestations, sont prévues pour affirmer l'auto-organisation des femmes et leur lutte.

A Paris, une coordination régionale a rassemblé plusieurs dizaines de groupes qui ont pris en charge la préparation de la manifestation du 6 mars, la sortie d'une affiche et d'un appel que nous reproduisons ci-dessous.

Coordination ponctuelle à l'occasion d'une initiative, elle fait suite au rassemblement de nombreux groupes, sur le projet d'ouverture d'un centre de femmes à Paris. Parallèlement, plusieurs coordinations de groupes de quartier, d'entreprise, de lycées, de faculté, se mettent en place, dans le 12^e, le 15^e, le 9^e, 10^e, 18^e, etc., pour confronter régulièrement les expériences et préparer localement des réunions publiques dans le courant du mois de mars. Au ministère de l'Équipement, les groupes femmes de différents services ont eu également cette démarche et participent aussi à une coordination des ministères mise sur pied à l'occasion du 8 mars : après une période de développement numérique des groupes (plus d'une soixantaine dans la région parisienne), le besoin de dépasser l'isolement antérieur et d'entamer une réflexion et une action commune se fait sentir. C'est cela aussi qui traduit la façon dont le 8 mars se prépare.

Appel de la coordination des groupes femmes

□ 8 mars 1975, le mouvement des femmes descend dans la rue pour dénoncer l'année internationale de « la » femme et lui opposer la solidarité internationale des luttes de femmes, pour exprimer ses revendications. et affirmer qu'en nous organisant, nous prenons nos affaires en mains.

Cette année encore, nous serons dans la rue. Parce que l'année internationale et Giroud n'ont rien changé : un verbiage féminisant a simplement remplacé le silence pesant de jadis. Parce qu'ils ne nous auront pas avec des miettes : la signature de la feuille d'impôts, l'ouverture de quelques concours universitaires, une minute à la télé, une femme-potiche au gouvernement, une femme-flic dans chaque commissariat... Parce que les seules choses que nous avons acquises (avortement, contraception), nous les devons à nos mobilisations. Parce que l'application même de ces lois est sabotée dans la réalité. Parce que nous n'attendons rien de ce système d'exploitation et que notre lutte se situe aux côtés de tous ceux qui le combattent. Parce que pour avancer, nous ne faisons confiance qu'à nos luttes et à notre force collective.

Nous refusons que, pour avoir des enfants, chacune de nous soit renvoyée à des solutions individuelles — qui payant une gardienne, qui suspendue à une place hypothétique dans une crèche, toutes

que la baisse démographique l'inquiète, parce que l'économie capitaliste veut sa ration de futurs exploités et de futurs chômeurs...

Toute politique sur notre ventre ne se fera pas sur notre dos !

Nous refusons le salaire maternel (la moitié du SMIC selon Lecanuet !) qui n'est qu'une misérable prime pour celles qui restent au foyer, qui n'ira pas à celles qui travaillent au dehors mais continueront, en rentrant à faire les mêmes tâches domestiques.

Nous voulons le droit à l'emploi pour toutes les femmes !

Nous voulons une prise en charge collective et totalement mixte des tâches ménagères, ainsi que l'implantation locale d'équipements collectifs (laveries, crèches, restaurants...) le permettant.

Nous refusons ce rôle d'objets sexuels qui fait de notre corps la cible d'agressions perpétuelles. Nous refusons que marcher seules (: sans hommes) signifie être en permanence sur le qui vive : matées, sifflées, frôlées, pelotées, tripotées... Violées comme 2 campeuses belges le furent à Marseille par 3 pères de famille bien de chez nous. Nous refusons de faire les frais parce que nous sommes femmes, de la misère sexuelle et affective que secrète cette société. Et si c'était la pression sociale qui modelait la sexualité des femmes et des hommes en imposant aux unes la passivité et aux autres l'agressivité ?

Nous voulons que le viol soit reconnu pour ce qu'il est : un crime sexiste qui n'exige pas que nous y laissions la peau pour être admis comme tel.

Nous refusons que derrière les murs du foyer (famille privée : défense d'entrer...) des femmes par milliers soient battues par leur mari, leur compagnon, des femmes que les flics goguenards renvoient chez elles, des femmes dont les voisins n'entendent pas les cris, des femmes qui ne partent pas parce qu'elles ont peur, parce qu'elles n'ont pas de travail et qu'elles ne savent pas où aller, parce qu'il y a les enfants, parce qu'ailleurs c'est la solitude, parce qu'on nous a appris à subir.

nous voulons le droit à l'emploi !

Parce que l'indépendance, c'est d'abord l'indépendance économique : sans salaire, pas d'autonomie possible ! Parce que c'est le premier moyen d'échapper à l'isolement, chacune dans son foyer. Parce que c'est la première condition pour refuser la traditionnelle division des tâches (l'homme au boulot, la femme à la cuisine) et imposer leur partage équitable. Parce que en travaillant au dehors, nous apprenons le monde par nous-mêmes, nous prenons confiance, nous nous enhardissons.

Premières licenciées, dernières embauchées... Nous refusons d'être des travailleuses en sursis, éternelle force d'appoint renvoyée à nos fourneaux quand les patrons n'ont plus besoin de nous.

Rhône-Poulenc : les femmes dont le mari travaille dans la même entreprise voient leur salaire diminué de moitié, elles passent d'office de 24 h à 20 h... Ailleurs, on licencie en priorité les femmes mariées... En région parisienne, les demandes d'emplois Féminines ont augmenté de 78 % l'an passé et le taux de chômage des femmes est plus de deux fois supérieur à celui des hommes.

Nous refusons le travail à temps partiel, ou à mi-temps, qui camoufle le chômage des femmes, qui nous bouche toute possibilité de formation, de qualification, de promotion, qui nous cantonne dans les travaux les moins rémunérés, les moins intéressants, qui nous



□ Le samedi 28 février, plusieurs dizaines de femmes occupaient à l'appel de SOS Femmes battues le château du Plessis-Robinson. Françoise Giroud leur avait promis cet ex-hôtel maternel pour en faire un refuge accueillant des femmes battues.

■ 50 personnes se rassemblaient vendredi 27 février devant le foyer Pauline Rolland : elles entendaient défendre les filles qui étaient menacées d'expulsion, certaines avaient déjà été mises dehors dans la journée. Les filles du foyer étaient aux fenêtres et discutaient avec les manifestants, malgré le risque de répression et malgré les 3 cars de flics qui stationnaient devant la porte, sur appel de la directrice. Le comité de soutien et le groupe femme de quartier invitèrent les filles à la permanence du lendemain. Plus elles y viendraient nombreuses, plus elles étaient nombreuses à lutter, plus elles étaient fortes contre la répression. Le débat porta ses fruits : le lendemain, 15 filles jusque là extérieures à la lutte, vinrent à la permanence.

La mobilisation permit d'éviter l'expulsion de 2 filles qui avaient refusé de partir dans la journée, la directrice encaissait un premier recul.

Le lundi 1 mars, les menaces se renouvelèrent, la mobilisation aussi. Le débat avec les filles se poursuivit sur la manifestation du mouvement des femmes, le 6 mars, dont un des mots d'ordres est « non aux foyers-prison ». Le trajet de la manif est prévu pour passer devant le foyer.

Encore une fois, la directrice dut reculer : aucune expulsion n'eut lieu non plus ce jour-là. La mobilisation continue.

culpabilisant si nous gardons notre boulot ou si nous l'abandonnons.

Nous voulons des crèches gratuites avec un personnel mixte, parce que la garde des enfants est un problème collectif et pas une spécialité inscrite dans nos chromosomes. Nous voulons des crèches ouvertes 24 h sur 24 h, non pour y « abandonner » les enfants, mais parce que la venue d'un enfant, ne doit pas compromettre notre droit à l'emploi, parce que les horaires de travail sont différents, parce que nous voulons pouvoir faire autre chose que le boulot et la maison, le boulot ou la maison. Nous voulons l'avortement libre et remboursé par la Sécurité sociale ! Nous voulons, sur les lieux de travail et d'habitation, des centres d'orthogénie prévus par la loi et où se pratique une réelle information sur la contraception et la sexualité.

Nous refusons que Giscard fasse de l'obligation d'être mère le premier de nos devoirs civiques, parce

heures des Fêtes

(extraits)

laisse assumer seules la garde des enfants, qui nous interdit toute participation aux luttes de l'entreprise. **Nous refusons** les horaires à la carte, les horaires variables, les horaires flexibles... qui nous soumettent totalement à la charge de travail de l'entreprise, qui laissent entière la double journée de la femme au travail, qui nous font perdre le soir ce que nous avons gagné le matin, qui suppriment certains avantages acquis comme la tolérance pour les démarches, qui généralisent la pointeuse et le flicage des horaires.

Nous voulons le temps de vivre, de réfléchir, de lutter, et pas seulement de courir de la maison à l'usine ou au bureau, en passant par le marché, la crèche, ou la nourrice.

Nous voulons la diminution du temps de travail pour tous et pour toutes !

Nous refusons ces métiers « féminins » dans lesquels on nous parque, ces métiers d'exécution où notre souplesse et notre dextérité font merveille, ces métiers répétitifs où notre sous-formation nous conduit : 60 % des O.S. sont des femmes, ces métiers sous-payés qui font que le salaire moyen des femmes est de 33 % inférieur à celui des hommes. **Nous refusons** que le chemin de l'avancement passe par le lit du petit chef ! **Nous refusons** que tant d'entre nous complètent des salaires dérisoires par quelques passes hebdomadaires !

Nous voulons : l'accès à toutes les formations, toutes les qualifications, à travail égal, salaire égal !

père, mari, juge, médecin, nous ne vous demandons rien, prenons nos affaires en mains !

Nous avons lutté dans le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception : pour choisir nos maternités, pour que nos grossesses ne soient plus des fatalités, pour que des milliers d'entre nous ne meurent plus d'avortements clandestins, pour que la prison ne menace plus celles qui en réchappaient, pour que notre sexualité ne soit plus un péché méritant châtement.../...

Nous voulons des centres où le contrôle des usagères garantisse qu'ils répondent à leurs besoins et non à ceux d'une administration tâtilonne et toute-puissante, où une assistance juridique et médicale, où le droit à une FPA, à un emploi, à un logement rapide, nous permettent de reprendre notre vie en main.

Coordination région parisienne des groupes femmes d'entreprises, de quartiers, de lycées, de facultés.

Débat sur l'homosexualité sur le lycée de Sarcelles.

■Après la projection du film de Guy Gilles « Absences répétées », le débat s'est rapidement engagé entre les 250 lycéens et lycéennes et les militants du G.L.H. (pq) (Groupe de libération homosexuel, tendance Politique et Quotidien). Il y a bien sûr eu l'inévitable problème « l'homosexualité, c'est pas naturel, il y a des hommes et des femmes, c'est pas normal d'aimer une personne du même sexe que soi ». Problème qui est du à la confusion « reproduction, génitalité est la seule sexualité », laissant une fois de plus de côté la sexualité liée au plaisir. Le rôle normalisateur de la société par ces institutions (famille, école, armée...), ne favorisant que l'hétérosexualité et réprimant l'homosexualité a été discuté ainsi que la répression juridique et sociale et ses causes dans les pays capitalistes et les pays socialistes (Chine, U.R.S.S., Cuba...). On a pu remarquer qu'il y avait plus de filles que de garçons à ce débat et que les interventions étaient le fait le plus souvent de filles, les mecs ricanants. Quant aux parents d'élèves de la fédération Lagarde (ex-Armand) ils ont tenté d'interdire ce débat sous prétexte que « à 18 ans il y a encore des élèves qui ne connaissent pas ce que c'est que la sexualité, alors, ils risqueraient de se faire entraîner ».

Maintenant, attendons les réactions à la suite de ce débat... Un lycéen homosexuel du lycée de Sarcelles

A bas les quêtes sur la voie publique !

■Le dimanche 14 mars, aura lieu, comme chaque année, la journée nationale des paralysés et infirmes civils, donnant lieu à une quête sur la voie publique. Le mouvement de défense des handicapés nous a fait parvenir cette motion, adoptée par plusieurs associations de handicapés

Le mouvement de défense des handicapés, groupe de réflexion d'action, s'est constitué en 1974. Par son action, le MDH vise exclusivement à organiser et développer des luttes collectives pour la reconnaissance et l'exercice des droits fondamentaux et naturels des handicapés en tant qu'êtres humains. A cet effet, il met en œuvre tous les moyens de lutte nécessaires à l'exemple de toutes les organisations qui combattent ou ont combattu l'oppression. Plus précisément aujourd'hui, le MDH œuvre pour que l'unité la plus large se réalise contre la politique sociale du gouvernement qui les quêtes publiques. Il nublait un journal, l'Exclu (1, rue des Orncidées, Paris 13°)

Motion sur la quête publique.

■ Les organisations soussignées constatent :

le 14 mars 1976, une nouvelle fois, dans le cadre de la « Journée Nationale des Paralysés et Infirmes Civils », aura lieu une quête sur la voie publique

Le principe même de cette quête est condamné par la grande masse des handicapés et de leurs familles, qui affirment leur droit aux études, au logement et au travail.

Les organisations soussignées exigent :
- La fin de ces pratiques humiliantes, qui entretiennent la ségrégation,

- une véritable insertion sociale, Les organisations soussignées considèrent :

- qu'il appartient à l'Etat de mener une politique conforme aux aspirations des handicapés, actuellement spoliées au profit de la privatisation dans tous les domaines.

Mouvement défense des Handicapés
Comité d'Etude et de coordination de l'enfance inadaptée,
Confédération générale des aveugles, sourds, grands infirmes et personnes âgées,
Association des malades et infirmes, Association nationale des paralysés de France,
Association des parents et amis des enfants handicapés moteurs de Garches.

Le n°8 de Gardes-Fous est paru.

sommaire :

- Une analyse de l'expertise faite après la mort de Patrick Mirval

- Une étude sur Thomas Szasz, psychiatre américain qui écrit il y a plus de 15 ans un livre sur : « Le Mythe de la Maladie mentale ».

- la charte des internés
- la traduction d'un « Samizdat » écrit pour aider les dissidents soviétiques à se comporter face à la psychiatrie policière, etc.

D'autre part, la revue organise les 13 et 14 mars, deux journées sur « Ecriture et Folie » à l'Ecole d'architecture Bd Raspail. 4 débats sont prévus :

- Presse et Psychiatrie (13 mars à 15 H)

- Psychanalyse et Histoire (13 mars à 21 H)

- Les infirmiers en Psychiatrie (14 mars à 14 H 30)

- Vers une justice psychiatrique ? (14 mars à 17 H)

Le Clampin libéré.

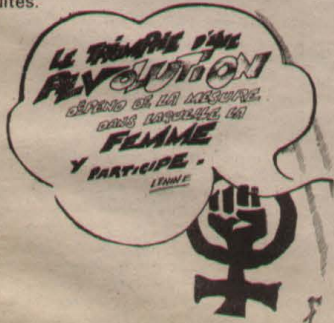


mensuel régional de contre-information

■La contre-presse régionale est en forme ! Le Clampin libéré qui diffuse ses insanités dans tout le Nord vient de publier un numéro de mars explosif ; au sommaire : les aventures de Norbert Segard qui convoite la place de Mauroy, aux cantonales, des articles sur la pollution, une interview de René Gilson, auteur de la Brigade film très attachant sur la résistance dans le Nord. Pour contacter le Clampin : Babry Anick, 129 rue St André, 59 000-Lille.

Au trou.

■Quatre soldats au trou au 51° RA de Bitburg (RFA). Ils sont accusés d'avoir diffusé un tract dénonçant le cortège d'inégalités et d'injustices quotidiennes dans ce régiment. A Bitburg, comme dans toutes les casernes françaises d'Allemagne, la répression frappe de plus en plus dur. Solidarité !



ROUEN: LA POLLUTION AU QUOTIDIEN



Il y a la pollution dont tout le monde parle: la pollution « accidentelle »:

LUBRIZOL-ROUEN, octobre et novembre 1975. Par deux fois, du mercaptan s'échappe d'une cuve de l'usine. Début de panique, dépôts précipités pour la campagne proche, vomissements... En quelques heures, la nappe recouvre le plateau du pays de Caux. Le mercaptan, « c'est un gaz qui ne présente aucun caractère de toxicité » dit le directeur de l'usine. « Un gaz toxique et inflammable, qui présente un risque mortel d'intoxication, de brûlures par contact... » révèle une fiche de sécurité de la SNCF !

GAZ DE FRANCE-GRAND QUEVILLY, 12 janvier 1976. GDF laisse échapper un nuage de gaz. La direction affirme: « Le nuage de gaz ne présentait aucun danger ». Les sapeurs pompiers de Grand-Quevilly eux, ont enregistré à l'explosimètre des concentrations de 40 % (côte d'alerte: 60 %).

Ces accidents ont révolté la population de l'agglomération rouennaise. Même Lecanuet s'est ému. Mais lorsque R. Leroy a dit que la ville de Rouen était la plus polluée de France, le maire-ministre a déclaré: « Cette attitude est irresponsable. Médiocre de la ville de Rouen, c'est lui faire du tort ».

Et puis, il y a la pollution quotidienne, entrée dans le domaine de l'habitude: 450 tonnes d'anhydride sulfureux déversés chaque jour dans l'atmosphère par Shell, Rhône-Poulenc et quelques autres. 3500 tonnes de polluants divers déversés chaque jour dans la Seine, qui s'ajoutent aux 4500 tonnes quotidiennes de phosphogypse (les fameuses boues jaunes) déversées par Rhône-Poulenc et l'APC dans la mer, en baie de Seine. Si l'on ajoute le plomb jeté par Baroclem (qui donne le saturnisme aux travailleurs de cette usine), le fluor de Rhône-Poulenc, l'anhydride sulfureux, les vapeurs nitriques... on comprend les effets catastrophiques de la pollution sur l'environnement (200 ha détruits en forêt de Roumare) et aussi bien sûr sur la population (maladies chroniques pulmonaires, cancers, ...). Ajoutez enfin les 8 sites de centrales nucléaires projetés sur moins de 200 kms de côte Haute-normande, et vous aurez un tableau assez complet !

Devant l'augmentation de la pollution atmosphérique, les gros industriels pollueurs de la région ont compris, au début des années 70, qu'il fallait faire quelque chose, pour sauvegarder leurs intérêts bien sûr, éventuellement menacés par la possibilité d'accidents spectaculaires. Il fallait garder l'initiative... vinrent les mouchards anti-pollution. Mais dès le départ, les industriels avaient imposé

C'était en ... novembre 1972. On attend toujours les résultats !

Déclaration de Simone Veil, ministre de la santé :

« ...certaines études ont prouvé que, directement ou indirectement, 80 à 90 % des cancers sont liés à des facteurs d'environnement, et sur ce pourcentage, 90 % sont de nature chimique ».

Paris-Normandie 4.11.75

que les résultats des mesures ne soient pas publiés. Bon nombre de scientifiques, en se contentant de polémiquer dans les réunions de responsables, en refusant de rendre publiques les données auxquelles ils ont accès, ont servi de caution à une administration chargée surtout de faire de l'esbrouffe; car c'est bien de l'esbrouffe de parler d'un système préventif dont le seul rôle est par exemple d'obliger — mais qui contrôle ? — un industriel à interrompre pendant quelques heures un rejet nocif

ou à utiliser pendant un jour du fuel désulfuré, sans changer notablement le volume global de la pollution.

une lutte difficile

La manifestation anti-nucléaire de Paluel, l'an dernier, qui avait rassemblé plus de 5000 personnes, laissait bien augurer des luttes à venir sur la région. Mais la lutte contre la pollution chimique en est encore au stade de la **dénonciation**. Et l'écart est encore grand entre l'ampleur des ravages de la pollution et la faiblesse des mobilisations, malgré l'initiative des différents comités: ainsi, il n'y avait guère plus de 500 manifestants, le 21 février, à Rouen.

Les militants révolutionnaires doivent comprendre l'enjeu des luttes contre la pollution, participer à la définition d'objectifs clairs:

— utiliser les enquêtes d'utilité publique, se battre contre toute forme de secret

— dénoncer systématiquement le chantage des industriels aux travailleurs: « Si vous refusez la pollution, alors vous serez chômeurs ! »

— chercher la création de liens étroits entre les comités et le mouvement ouvrier, et en tout premier lieu avec les syndicats CGT et CFDT de la chimie

— œuvrer à la coordination de l'action des comités, pour la prise en charge collective d'initiatives nouvelles, comme cela est prévu à Rouen, notamment à l'occasion des élections cantonales.

La pollution n'est pas une fatalité !
Ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais !

Correspondant



« LES MOUCHARDS ANTI-POLLUTION »

« Les rouennais sauront bientôt ce qu'ils respirent... 14 « mouchards » anti-pollution dont le rôle consistera à calculer en permanence les taux en produits chimiques de toutes origines de notre air.

« Ce réseau apparaît ainsi comme négatif; heureusement des seuils vont être étudiés, qui permettront éventuellement l'arrêt d'usines polluantes lorsque les côtes d'alerte seront atteintes... »

« Sur un vaste tableau lumineux, les ingénieurs liront mieux que dans un livre la situation de la pollution à Rouen. »

Paris-Normandie

UNE ALLEMAGNE BIEN TRANQUILLE...



la classe ouvrière face à la récession

En 1969, les vagues de grèves sauvages avaient sonné le réveil de la classe ouvrière allemande. Cette réactualisation de la lutte de classe qui se poursuivit au cours des trois années suivantes semblait indiquer que le prolétariat ouest-allemand rejoignait la voie tracée par les travailleurs d'Europe. Pourtant, face à la crise économique, cette vague de lutte a été stoppée nette.

UNE PREMIERE PHASE DEFENSIVE

La récession de 1966-1967 marqua la fin d'une période de boom économique au cours de laquelle les travailleurs allemands connurent d'importantes améliorations économiques sans lutte; cette période avait permis de renforcer énormément le poids de la bureaucratie syndicale. Sous les contre-coups de cette première récession, l'attitude de la classe ouvrière face à la bureaucratie syndicale se modifia radicalement. Elle commença à prendre conscience que le capitalisme ne pouvait pas garantir une croissance permanente et qu'il fallait se battre pour maintenir ses acquis. Cette disponibilité à la lutte découlait avant tout de la position de force dans laquelle se trouvait la classe ouvrière: de 1969 à 1973, il n'y eut pratiquement pas de chômage.

Face à cette première vague de luttes, les directions syndicales réagirent très rapidement d'une double façon: elles ne s'opposèrent pas frontalement aux grèves (il y eut même un certain nombre de grèves officielles dans cette période), et elles expulsèrent immédiatement des syndicats tout élément combatif.

Ainsi, s'il y eut rupture avec la bureaucratie au niveau des luttes, ceci ne s'accompagna pas d'une rupture politique avec les conceptions réformistes. Un des éléments qui permet d'expliquer cela est que, contrairement à ce qui se passa en France et en Italie en 1968, il n'y eut pas simultanément entre la radicalisation étudiante de 1966-1967 et le début de la radicalisation ouvrière de 1969. Ainsi la première s'essouffait avant que la seconde ne connaisse un approfondissement et une politisation.

Quand le chômage fit son apparition à la mi-74, on assista à un recul de la classe

ouvrière. L'avant-garde qui était apparue au niveau des usines dans la phase précédente restait fondamentalement sous l'emprise réformiste et ne sut pas développer de perspective d'ensemble de lutte contre le chômage. La classe ouvrière ouest-allemande aborda donc la crise dans une position défavorable.

LA BOURGEOISIE ALLEMANDE S'ETAIT PREPAREE

La bourgeoisie allemande avait été surprise par la récession de 1966-1967 et elle se rendit compte qu'elle ne disposait pas des lois qui lui permettraient de minimiser les effets sociaux de la crise. Avec l'appui de la social-démocratie au gouvernement, elle mit en place toute une série de mesures: politique de formation permanente compensant les pertes de salaires dues au chômage; amélioration des pensions et possibilité de choisir la retraite anticipée; développement des primes de chômage, etc.

Parallèlement à ces mesures prises par le gouvernement, chaque employeur était invité à étudier les mesures souples permettant de freiner la résistance ouvrière. Ainsi en 1975, Volkswagen offrit une prime à l'« autoliquidation » qui lui permit de se débarrasser de milliers de travailleurs sans réaction collective possible. Le chômage massif qui se développa en 1975 (en novembre 5% de la population active) frappa avant tout les secteurs « marginaux » où le risque de réaction était moins grand. Le patronat allemand réalisa le tour de force suivant: sur les deux millions de chômeurs réels, 500.000 ne sont pas comptabilisés (travailleurs immigrés forcés de quitter le pays), 150.000 sont des travailleurs immigrés demeurant en Allemagne et 700.000 sont des femmes et des travailleurs de plus de 55 ans.

La mise en œuvre des mesures sociales, la tactique des employeurs, le chômage frappant les secteurs « marginaux » et la stabilité relative du salaire réel donnent la base matérielle de l'immobilité de la classe ouvrière allemande dans cette première phase de la crise.

Mais ces mesures patronales n'étaient praticables que momentanément; et en

fait la bourgeoisie allemande n'avait pas prévu la profondeur ni la durée de la crise. Quand elle en prit conscience, elle se lança dans une offensive ouverte contre les travailleurs.

L'OFFENSIVE ANTI OUVRIERE GENERALISEE

Dès lors, la bourgeoisie tenta de relancer ses profits en opérant une redistribution du revenu national en sa faveur. Pour ce faire, elle s'appuya sur la bureaucratie syndicale et le gouvernement à majorité social-démocrate. Le budget pour 1976 présenté par le gouvernement Schmidt est clair: augmentation des impôts indirects, augmentation de la part des travailleurs dans les cotisations de la Sécurité sociale de 2 à 3% du salaire brut, réduction des dépenses sociales. La bureaucratie syndicale accepta l'ensemble de ces mesures sans protester et ne tenta même pas de compenser ces pertes par des revendications salariales. Alors que le patronat déclarait que les directions syndicales devaient limiter leurs revendications à 10%, celles-ci ne demandèrent que 7/8% ! Le salaire réel des travailleurs connut une baisse de 4%.

Mais les travailleurs qui avaient crû à la propagande bourgeoise présentant la récession comme une crise conjoncturelle commencent à perdre leurs illusions et, face à la politique anti-ouvrière menée avec la complicité directe de la bureaucratie syndicale, une nouvelle disponibilité à la lutte se fait jour, réelle, mais fortement limitée par l'inexpérience de mouvements de lutte autonomes dans la phase précédente de lutte.

DES EMBRYONS DE LUTTE ET DE RUPTURE

Dans toute cette dernière période, la bureaucratie syndicale va apparaître comme l'obstacle essentiel à la mobilisation des travailleurs. Elle réussit à briser les principales luttes qui se déroulèrent en 1975. A Volkswagen, une mobilisation importante se développa quand furent connus les plans de licenciement de 25.000 travailleurs. Les ouvriers organisèrent des grèves d'avertissement, une puissante manifestation de 10.000 travailleurs, etc. A la cimenterie Seibel, débuta en mars 1975 une occupation qui allait durer deux mois, contre le licenciement de 130 employés de l'usine. A la fonderie Demag/Stübbe, près d'Erwitte, un mouvement se déclencha contre la menace de fermeture: assemblées, actions de solidarité dans la ville, grèves d'avertissement, occupation symbolique d'une journée. Dans ces trois cas, on retrouve le même phénomène: une préparation des travailleurs à la lutte, la participation active des « hommes de confiance » syndicaux à la tête des mouvements. Dans les trois cas, la bureaucratie syndicale réussit, grâce à son appareil, à maintenir la lutte isolée, à bloquer la solidarité et à trouver des « solutions négociées » qui furent une défaite pour les travailleurs. Chaque fois, les « hommes de confiance » cédèrent devant l'appareil syndical.

Cette disponibilité à la lutte apparut avec force dans la vague de grèves d'avertissement de la métallurgie (dont le contrat est en discussion) au début de février 1976. Le patronat a proposé à l'IG Metall une hausse salariale de 2% qui, selon lui, garantirait le niveau de vie; de plus il exige que l'IG Metall renonce à mettre en avant des revendications sur le temps de vacances et les primes pendant la durée du contrat social. Face à une telle provocation, la direction syndicale se devait de réagir. Elle décréta une série de grèves d'avertissement. Ces grèves, décidées au sommet sans aucune préparation dans les usines, eut un écho qui surprit les bureaucraties. En quelques jours plus de 200.000 métallos firent grève (dont 140.000 dans le seul Bad-Wurtemberg).

C'est sur ce signe de relance des luttes — encore limitée certes, mais significative — que s'ouvre l'année sociale en Allemagne de l'Ouest. Une année qui, malgré le début de reprise économique, ne devrait pas apporter d'amélioration dans le domaine du chômage, selon les experts bourgeois eux-mêmes. Si l'attaque anti-ouvrière devait se poursuivre et s'accroître, 1976 pourrait être une année qui réserve quelques surprises au patronat ouest-allemand et à la bureaucratie syndicale.

C'est sur ce signe de relance des luttes — encore limitée certes, mais significative — que s'ouvre l'année sociale en Allemagne de l'Ouest. Une année qui, malgré le début de reprise économique, ne devrait pas apporter d'amélioration dans le domaine du chômage, selon les experts bourgeois eux-mêmes. Si l'attaque anti-ouvrière devait se poursuivre et s'accroître, 1976 pourrait être une année qui réserve quelques surprises au patronat ouest-allemand et à la bureaucratie syndicale.

C'est sur ce signe de relance des luttes — encore limitée certes, mais significative — que s'ouvre l'année sociale en Allemagne de l'Ouest. Une année qui, malgré le début de reprise économique, ne devrait pas apporter d'amélioration dans le domaine du chômage, selon les experts bourgeois eux-mêmes. Si l'attaque anti-ouvrière devait se poursuivre et s'accroître, 1976 pourrait être une année qui réserve quelques surprises au patronat ouest-allemand et à la bureaucratie syndicale.

LES ETAPES DE L'INTEGRATION DU MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND DEPUIS 1945



Le puissant mouvement ouvrier allemand du début du siècle fut complètement écrasé par le fascisme, ses organisations furent totalement détruites. Au lendemain de la guerre, cette situation permit aux bureaucraties social-démocrate et syndicale de canaliser le début de luttes ouvrières demandant l'expropriation du grand capital responsable du nazisme vers la perspective de la co-gestion. Ceci se sanctionna en 1952 par l'adoption de la loi sur les conseils d'entreprises. Avec la défaite électorale du Parti social-démocrate allemand (SPD) en 1953 et la mise en place d'un gouvernement bourgeois fort, un tournant s'opéra dans la situation.

Le SPD abandonne la perspective du socialisme

Dès lors s'établit selon l'orientation du SPD et de la bureaucratie syndicale une séparation complète entre des luttes purement économiques et des luttes politiques pacifistes contre le réarmement. L'évolution du SPD fut sanctionnée dans son programme de Bad-Godesberg en 1959 : il y approuvait le système d'économie de marché existant et abandonnait la perspective socialiste. Parallèlement, le Parti communiste allemand (KPD), totalement isolé, fut interdit en 1956, sans la moindre réaction de la classe ouvrière. Comment une telle évolution fut-elle possible ? Il faut la resituer dans le cadre politique et économique de l'époque, marqué par deux éléments essentiels pour l'Allemagne : le boom économique d'après-guerre et la situation en République démocratique allemande.

Sous les effets combinés de l'écrasement de la classe ouvrière par le nazisme et du plan Marshall, l'économie ouest-allemande connut un taux de croissance largement supérieur à ceux des autres pays capitalistes. La bourgeoisie allemande en fut évidemment la première bénéficiaire et put concéder des miettes importantes à la classe ouvrière dont le salaire réel connut une croissance énorme.

La RDA : « vitrine-repoussoir » du communisme

Face à cela la République démocratique allemande apparaissait comme la « vitrine du communisme ». La construction de cet Etat ouvrier bureaucratiquement déformé s'effectua à partir de conditions très défavorables et le niveau de vie des travailleurs y était beaucoup plus bas qu'en RFA. De plus la bureaucratie est-allemande écrasa dans le sang l'insurrection ouvrière de juin 1953. Ceci permit le développement d'un anti-communisme très profond dans la classe ouvrière et en RFA en général.

On assista donc à une dégradation progressive de la conscience de classe du prolétariat ouest-allemand et les quelques grèves qui se déroulèrent dans cette période furent purement économiques. Le Parti social-chrétien (CDS-CSU) réussit ainsi à acquiescer une certaine base dans quelques secteurs de la classe ouvrière.

Pendant toute cette période le SPD ne fut pas confronté à un Parti communiste influent et n'eut donc pas à jouer de carte « gauche ». Il conquit toujours plus son rôle comme celui d'une opposition parlementaire au gouvernement socialo-chrétien.

La récession de 1966-67 et le réveil de la classe ouvrière

La puissance économique acquise par le capitalisme ouest-allemand au cours de cette période lui permit de

réaliser cette intégration du mouvement ouvrier sans participation du SPD à la direction politique du pays. La récession de 1966/67 fut la sonnette d'alarme. Il y eut bientôt un million de chômeurs et la production industrielle baissa de 1%. Cette récession montra à la bourgeoisie ouest-allemande la nécessité de modifier sa politique économique et d'opérer une intégration plus grande de la classe ouvrière au régime (afin de lui faire payer les frais de la récession). Ce qu'elle tenta de faire en intégrant le SPD au gouvernement (dans une coalition CDU-SPD).

A court terme la bourgeoisie allemande atteignit son but et elle put aborder le nouveau boom économique sans être confrontée à des hausses de salaires importantes, ce qui lui garantit des profits substantiels.

Mais à plus long terme les résultats furent plus com-

plexes et contradictoires. En effet, pour la classe ouvrière cette récession commença à dissiper les illusions que le capitalisme pouvait permettre une hausse constante des salaires réels. Cette perte d'illusion se traduisit par un tournant dans le comportement de la classe ouvrière allemande qui commença dès 1969 à mener des luttes contre l'orientation de la bureaucratie syndicale.

Ce tournant s'est manifesté au niveau politique par une attitude d'appui plus offensif au SPD, en opposition au parti patronal. Ce tournant était complexe dans la mesure où il représentait à la fois une rupture avec la croyance dans les capacités auto-régulatrices du capitalisme et une adhésion à la perspective de modifier le régime par des réformes. Ainsi la rupture qui s'opéra avec la bureaucratie syndicale au niveau des luttes économiques n'eut pas de correspondant politique.

Faire payer la crise aux travailleurs immigrés

Pendant toute la période de boom économique, la bourgeoisie allemande avait ouvert grandes ses portes aux travailleurs étrangers. Le chiffre de l'immigration atteignait 2,5 millions en 1974 (plus de 10% de la population active).

Rendre l'immigration plus couteuse

Dés 1973/74 le patronat ouest-allemand affronta la question de la réduction de la main d'oeuvre immigrée. En effet celle-ci devait se faire « en douceur » dans un premier temps pour deux raisons étroitement liées : - une politique de licenciements massifs des travailleurs immigrés à cette époque aurait pu provoquer par crainte des départs beaucoup plus importants que ceux qui étaient nécessaires ; or, le patronat ouest-allemand lui-même reconnaît que seuls 20 à 30% des emplois occupés par les immigrés sont susceptibles d'être repris par des travailleurs allemands (vu la pénibilité des travaux et les bas salaires) ;

- d'autre part, à cette époque les capitalistes ouest-allemands, comme leurs collègues des autres pays ne croyaient pas à la possibilité d'une crise prolongée. Ils pensaient devoir faire face à une baisse de conjoncture suivie rapidement d'une nouvelle relance. Il fallait donc trouver une série de mesures permettant par des mécanismes « naturels » de freiner, voire de bloquer momentanément l'immigration, sans pour autant se priver des gros bataillons de travailleurs immigrés nécessaires en cas de reprise.

En novembre 1973, une loi fut adoptée qui bloquait toute nouvelle immigration de travailleurs provenant de pays non-membres du Marché Commun. Ainsi la combinaison entre le blocage de l'immigration et les départs naturels devait provoquer une première réduction du contingent de main d'oeuvre étrangère. A cette même époque, la taxe de recrutement de travailleurs étrangers fut augmentée de 300 à 1000 marks par travailleurs (500 à 1700 francs). Cette mesure toucha principalement les petites et moyennes entreprises. Enfin un impôt spécial sur le recrutement de travailleurs étrangers fut instauré (les fonds recueillis ainsi devaient être utilisés pour développer l'infrastructure sociale). Ces mesures commencèrent à avoir une certaine efficacité quand

la crise s'amplifia.

A la fin de l'année 1974 certaines grosses entreprises entre autres Volkswagen - distribuèrent des primes aux travailleurs qui acceptaient de quitter leur emploi volontairement. Ces indemnités de départ allèrent jusqu'à 6000 marks (10 000 frs). 25 000 travailleurs quittèrent ainsi Volkswagen et parmi eux des milliers de travailleurs étrangers.

Avec l'accentuation de la crise au cours de l'année 1975, le patronat allemand adopta des mesures plus directes de licenciement. En février 1975, Egon BAHR, ministre du Développement économique annonça qu'il fallait réduire de 500 000 le nombre de travailleurs étrangers en RFA, afin de rendre les emplois disponibles pour les travailleurs de RFA qui voyaient, avec cette récession, se développer une attaque contre leur salaire réel, contre les avantages sociaux et contre l'emploi ; il fallait donc tenter de faire porter le gros des effets de la crise sur les travailleurs immigrés et les secteurs « marginaux ». Ainsi 500 000 travailleurs immigrés ont quitté l'Allemagne en 1975, 150 000 sont au chômage en Allemagne. Ainsi sur 2 millions de chômeurs réels, 500 000 ne sont pas comptabilisés.

La xenophobie, arme de la droite

Depuis plusieurs mois on assiste au développement d'une campagne xenophobe stimulée par la CDU-CSU et orchestrée par la chaîne de journaux de Springer. Des candidats de la CDU-CSU se sont même présentés aux élections dans les Länder sous le mot d'ordre « les étrangers dehors ». Cette campagne sur le thème « une nation... un peuple... » a des accents de sinistre mémoire. L'opposition conservatrice, incapable de proposer une alternative économique sérieuse pour surmonter la crise du système, s'efforce par cette campagne de canaliser le mécontentement des travailleurs allemands contre la coalition socialiste-libérale qui est accusée de donner les emplois des travailleurs allemands aux travailleurs immigrés. Les élections fédérales approchent (elles auront lieu au début octobre) et face à cette échéance la droite s'empare de la vieille arme de la xenophobie qui, malheureusement, vu l'absence de politique de classe des directions ouvrières, risque encore de marquer des points.

A.L.

INTERVIEW DE L'O.I.C.E.

(organisation de la gauche communiste d'Espagne.)

L'OICE, (Organisation de la Gauche Communiste d'Espagne) est l'une des rares organisations de la gauche révolutionnaire espagnole à n'avoir pas signé aucun des pactes (Junta et Convergence Démocratiques). De nombreuses divergences nous séparent néanmoins de son orientation générale. Dans le cadre de l'information sur l'extrême-gauche espagnole et les courants qui la traversent, nous avons interviewé la direction de l'OICE.

Comment voyez-vous le rapport de force entre les classes après la mort de Franco ?

Nous estimons que depuis le milieu de l'année 1974, le mouvement de masse est entré dans une situation de reflux structurel. Nous n'entendons pas par là l'absence de luttes mais l'affaiblissement progressif de la conscience politique des masses. Ceci résulte d'une série de causes : si l'aggravation de la crise du franquisme en tant que forme terroriste de domination du capitalisme espagnol est due à la montée des luttes radicales du prolétariat, notamment dans la période qui va de 68 à 73, cette lutte ne s'est pas transcrite dans la conscience des exploités et opprimés de façon à permettre la consolidation stable d'un mouvement de masse progressif. (...) Cette situation objective (dont l'analyse diffère des autres organisations d'extrême-gauche) constitue la base fondamentale pour comprendre les propositions tactiques qu'il faut faire au mouvement, dans la perspective d'un dépassement révolutionnaire de cette situation de crise (...).

De son côté, l'effort constant du révisionnisme pour orienter la pratique politique des masses dans des projets démocratiques bourgeois n'a fait que déformer, par son poids organique et son lien avec les masses, leur conscience, l'éloignant de la lutte sur des objectifs anticapitalistes historiquement nécessaires en cette période de transition. Cependant, cette contradiction entre la dynamique objective vers la gauche du mouvement et son expression politique sans cesse plus droite, a constitué l'élément fondamental dans la décomposition de la conscience politique des masses. Là réside le grand problème du réformisme en Espagne. (...)

C'est pourquoi, à notre avis, l'actuel rapport de force depuis la mort de Franco est hégémonisé par le bloc dominant de la bourgeoisie monopoliste, qui se propose d'engager tout un processus de réformes constitutionnelles afin de se rapprocher du modèle européen et de permettre son intégration à ce bloc impérialiste. Seule la faiblesse qualitative du mouvement de masse permet que ce processus de changement s'effectue sans problème réel pour la bourgeoisie dans son ensemble. C'est pourquoi nous considérons, contrairement aux autres appréciations qui ont cours dans l'extrême-gauche quant à la faiblesse de l'actuel gouvernement, que le gouvernement de Fraga est le plus solide et le plus cohérent de tous ceux que nous avons connus depuis la guerre de classe de 39. Sa solidité et sa cohérence résident dans l'analyse

correcte des nécessités objectives, tant stratégiques que tactiques, du procès de consolidation de la domination capitaliste sous de nouvelles formes, plus adéquates aux besoins stratégiques son intégration dans le bloc impérialiste européen.

Quelles sont les tâches politiques que doit aborder le mouvement ouvrier ?

De la question antérieure, il se déduit immédiatement que la tâche principale est la recomposition qualitative du mouvement ouvrier et populaire. Nous allons expliquer ce que cela signifie. Apparemment, notre analyse de la lutte de classe, et surtout du rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat, peut sembler contradictoire avec la montée quantitative des luttes qui se développent en Espagne. Pourtant une analyse un tant soit peu scientifique dévoile la fausseté de cette apparente contradiction. Le mouvement de masse en Espagne manque de direction parce que la gauche a été incapable de clarifier ses ambiguïtés stratégiques et de consolider une tactique. (...)

Nous croyons que notre stratégie politique contient les éléments nécessaires (analyse du reflet des contradictions interimpérialistes au sein de la bourgeoisie espagnole, structure de classe et des couches qui délimitent la politique d'alliance de classe dans la perspective de construction du bloc historique anticapitaliste révolutionnaire, délimitation de la période de transition et de son dépassement révolutionnaire, type d'organisation de classe et de parti à construire). Pour définir un programme de transition anticapitaliste correct assumable par les masses, axé fondamentalement sur le type de liberté politique de classe pour lequel l'ensemble des secteurs sociaux confrontés au capitalisme doivent lutter, sur la dissolution des corps répressifs, sur le Congrès général de la classe ouvrière et du peuple travailleur comme alternative aux propositions bourgeoises et révisionnistes, (congrès qui doit être obtenu à travers d'un processus de lutte révolutionnaire de masse), et sur l'ensemble des transformations socio-économiques que l'ensemble des secteurs anticapitalistes doivent avancer face aux plans continuistes de la bourgeoisie (...)

Quelles sont vos positions et vos perspectives face aux pactes de type de la Junta démocratique et de la Plateforme de la convergence démocratique ?

Aucune hésitation : rejet total de



26 février 1976 : les ouvriers en grève se sont réunis au stade d'athlétisme de SABADELL DANS LA BANLIEUE DE Barcelone

ces pactes, au niveau stratégique et tactique. L'indépendance de classe est la condition fondamentale pour tout projet stratégique de révolution socialiste. Et ceci ne constitue en rien une position sectaire envers les divers projets de lutte antifranquistes, mais un refus de ces deux conglomerats de forces ouvrières et bourgeoises, exprimés à travers leurs lignes et programmes, et leur pratique. Les deux organismes ont construit leur alternative politique sur la caractérisation erronée du franquisme comme quelque chose d'étranger au procès de développement capitaliste, comme une infime fraction de classe qui ferait obstacle par ses positions réactionnaires au développement d'ensemble de la bourgeoisie. (...)

Le révisionnisme n'a pas les moyens tactiques de mener à bien la rupture pour la bonne et simple raison qu'il les a lui-même détruits. Pour réaliser cette rupture, il est nécessaire de mobiliser la classe en lui donnant les moyens permettant d'atteindre cet objectif, or ni la Junta, ni la Convergence ne peuvent le faire, car cela supposerait transformer la « rupture démocratique » en un autre type de rupture qui ne convient pas à leurs buts stratégiques. D'où la faiblesse de cette opposition démocratique... Le problème du moment historique actuel ne réside pas dans l'antithèse entre continuité et rupture démocratique, mais dans celle entre réforme bourgeoise et rupture révolutionnaire...

Quelle est la position de OICE face à l'extrême-gauche en Espagne et au niveau international ?

Pour ce qui est de l'Espagne nous pensons que l'extrême-gauche est très faible, non tant en raison de la prolifération des groupes qu'en raison de leur inconstance politique. C'est ce qui nous semble le plus grave. Le poids de l'extrême-gauche dans la classe ouvrière est très sectoriel et ponctuel... Sans vouloir polémiquer, nous pouvons dire que notre organisation est l'une des rares à s'être construite au feu de la lutte des classes et non par une démarche purement théorique : notre organisation a su combiner une liaison réelle et solide avec la classe, et la

nécessaire théorisation des expériences nouvelles de la lutte des classes. (...)

Le processus d'unification politique et organisationnelle de l'extrême-gauche étant absolument nécessaire, nous le voyons mal engagé, dans la mesure où les ambiguïtés stratégiques et l'abstraction tactique de ces organisations d'extrême-gauche constituent une donnée permanente très grave. Nous différencions cependant les groupes dont l'ambiguïté théorique et pratique est susceptible de connaître un procès de reconversion correct, de celles qui sont déjà cristallisées. Au premier groupe appartiennent les groupes qui se revendiquent du marxisme révolutionnaire (dont la réalité est malheureusement très mince, pour ainsi dire nulle). Nous incluons dans le second groupe les organisations sympathisantes de la IV^e Internationale et autres groupes se réclamant du trotskysme, avec lesquelles nos divergences stratégiques sont claires et évidentes, puisque nous ne sommes pas d'accord sur un grand nombre de points avec les positions de la IV^e Internationale. Sur cette question de l'unification de l'extrême-gauche nous sommes donc franchement pessimistes.

Au niveau international se répète en quelque sorte la situation espagnole. Les groupes de gauche n'appartenant pas à la IV^e Internationale ont une meilleure implantation qu'en Espagne, mais ils manifestent une telle quantité d'ambiguïtés qu'ils sont incapables d'aborder correctement les multiples tâches posées par la révolution socialiste mondiale. Le manque de clarté par rapport à la nécessité d'une Internationale communiste, question clef de notre stratégie politique, montre leur confusion sur les tâches actuelles du processus révolutionnaire mondial. En ce qui concerne la IV^e Internationale, nous divergeons substantiellement de ses positions et nous pensons que notre propre développement nous éloigne encore davantage de ses positions... Il faut conclure de tout cela que le processus d'unification communiste au niveau international est un processus très complexe et retardataire qui, loin d'avancer, régresse même à travers une série ininterrompue de divisions...

L'U
DE
OU

■ Comme
la résolu
ternationale
posent aujo
passage au
Le 35^e
socialisme a
moyens de
l'autogestion
sur la trans
Ce n'est
avaliser au
tielles, par l
forces popu
formation d
Le 37^e
semble de
démocratiqu
de passage a
ce débat c'e
leurs organi
que la dire
« Union de

une dém

La polit
conseil nati
par la réso
largement s
organisation
tielles, des
l'offensive d
la CFDT, d
son orienta
tion ne dit
Pourtant
qués et de
sinon au
l'organisati
référence co
faits, en ré
généraux.
CFDT rom
C'est domm
naire de la

une orie

La réso
forces popu
« seule une
socialiste pe
et durable.
de type an
proposition
« L'uni
l'action de
lutter ensen
conditions d
que s'établ
présence qu
formation c
3 idées
résolution :
1. La C
non antim
2. L'uni
stratégie an
3. Il y a
c'est la cor

LA COMPAÑIA DE MONTE «RAMON ROSA JIMENEZ»

Force et faiblesse de la guérilla à Tucuman.

■ Dix militants de l'ERP-PRT, présentés comme membres de la Compañia de Monte (compagnie rurale) qui opère dans la province de Tucuman auraient été tués au cours de multiples accrochages avec les forces de répression. Cette information est à rapprocher du rapport fait, il y a peu, par le général Antonio Domingo Buggi, commandant la 5^e brigade, dans lequel celui-ci tirait le bilan d'une année d'intervention contre la guérilla. « Nous n'avons certes pas totalement détruit le foyer guerrillero, mais militairement, il ne représente plus un péril. Sur les 200 hommes que comptait plus ou moins la compagnie de Montagne Ramon Rosa Jimenez, au moment de notre intervention, il n'en reste plus qu'une cinquantaine. Mal nourris, mal armés, ils refusent le combat et se cachent dans la montagne »

Ce bilan est loin de correspondre à la réalité. En décembre 1975, le PRT reconnaissait avoir perdu dans la province de Tucuman, 26 hommes (19 morts et 7 blessés dont deux prisonniers) et revendiquait par contre la mise hors de combat de 236 militaires. Pourtant le gouvernement d'Isabel Peron n'avait pas lésiné sur les moyens. Plus de 15 000 hommes mobilisés, des raids quotidiens de l'aviation avec jets de bombes à billes et au napalm (un cadeau des Etats-Unis prélevé sur les surplus de la guerre au Viet-Nam), et même la création d'un camp de concentration à Famailla, à 40 Km au sud de Tucuman. Plus de 4 000 paysans et ouvriers agricoles seraient passés par ce camp militaire, siège du « Comando de Lutte contre la Guerilla de Monte » qui abriterait aujourd'hui encore, 800 prisonniers.



la Compañia de Monte « Ramon Rosa Jimenez »

l'année 74. A cette époque, elle intervenait dans la province de Tucuman sans rencontrer une grande opposition, allant même jusqu'à occuper à plusieurs reprises de petites localités, puis se retirant dans la montagne. Les dirigeants de l'ERP-PRT entendaient ainsi créer dans la province de Tucuman, principalement consacrée à la culture de la canne à sucre et où il existe un prolétariat agricole extrêmement pauvre, des zones libérées sur le modèle de la révolution vietnamienne, qui puissent tout aussi bien servir de bases pour des opérations menées sur l'ensemble du territoire (déclaré en Etat de guerre) que permettre de jeter les fondements d'un pouvoir populaire.

Pour tenter de réaliser cet objectif, l'ERP-PRT a investi des forces considérables tant en hommes qu'en matériel, qui lui ont permis de connaître un certain nombre de succès. L'organisation de la Compañia Ramon Rosa Jimenez en « Armée du peuple », avec défilés en uniformes dans les localités momentanément libérées et l'introduction de grades dans ses rangs, la création d'une infrastructure sociale minimum qui faisait souvent défaut (écoles, dispensaires), et une participation active à la vie des masses rurales ont permis à l'ERP de jouir rapidement d'un certain prestige auprès de la population et de bénéficier du soutien complice des éléments les plus avancés. Ce sont eux maintenant les principales victimes de la répression.

Victime de l'isolement

Curieusement, ce sont les conditions mêmes de leurs premiers succès qui sont aujourd'hui causes de leurs difficultés. La stratégie de guerre populaire, dans un pays

industrialisé comme l'Argentine où la classe ouvrière et la plus organisée et la plus combattive de toute l'Amérique Latine, a fortement contribué à isoler politiquement les militants du PRT-ERP, notamment lors des grandes mobilisations ouvrières de juillet-août dernier. Et ce d'autant plus que, pour mener à bien son projet, le PRT a été obligé de prélever de nombreux cadres et militants ouvriers qui lui ont fait cruellement défaut au cours des luttes de ces derniers mois.

Enfin, le choix même de la région de Tucuman s'est avéré être une arme à double tranchant. Du fait de la pauvreté économique de la région, il n'a pas été bien difficile pour le gouvernement d'Isabel Peron, d'isoler la guérilla en opérant des déplacements massifs de population, ou bien en décidant de sacrifier

partie de la récolte de cannes en empêchant les journaliers d'envahir massivement la province, au moment de la « Zafra ». Ce qui a eu pour principal effet de rendre presque impossible les communications entre la Compañia de Monte et ses bases logistiques installées dans les villes voisines, l'obligeant à se replier et à mener un combat strictement défensif.

Les déboires militaires rencontrés au cours de la dernière période par les militants du PRT-ERP ne sont sans doute pas étrangers à cet isolement. S'il est vrai que la guérilla, et plus particulièrement la lutte armée urbaine, a bénéficié dans ses premières années d'un assez large courant de sympathie parmi les travailleurs, il apparaît aujourd'hui que, du fait des nouvelles possibilités de lutte ouvertes par la crise du mouvement péroniste, des secteurs croissants de l'avant-garde ouvrière pense que, désormais, la priorité doit être donnée au combat politique et à la mobilisation et à l'organisation de la masse des travailleurs en rupture avec le péronisme.

Julien Tonnac

Créer des zones libérées

Certes la compagnie rurale de l'ERP n'opère plus aujourd'hui avec la même facilité que dans le courant de

ARGENTINE INFORMATION

BULLETIN DU C.S.L.P.A.



A los
soldados concriptos
En Villa
sigue el combate
IMPORTANTES LUCHAS
REVOLUCIONARIOS



les grades de l'ERP

C.S.L.P.A.: comite de soutien
aux luttes du peuple argentin
94 rue notre dame des champs
Paris 6^e

N°2
fev.76
2 fcs



**COMITE RUSSEL
POUR LE PORTUGAL**

La deuxième délégation vient de rendre compte de ses travaux. Elle avait pour but d'entrer en contact avec les entreprises en lutte, d'enquêter sur le rôle des multinationales tout en poursuivant les actions de la précédente délégation en vue de la libération de tous les prisonniers politiques incarcérés après le 25 novembre. Léon Dion (Hacuitex), Daniel Mignot (Banques CFDT), Serge Roux (Santé CFDT) ont résumé la situation dans laquelle se trouvaient les travailleurs du textile, des banques et de la Santé. Il est frappant ainsi de constater que face à la crise dans chacun de ces secteurs il y a de la part des commissions de travailleurs tentative de trouver des réponses globales (plans de restructuration, de reconversion commercialisation) lesquelles soumises au gouvernement n'attirent aucune réponse. La situation instable du gouvernement, les luttes internes au sein du Conseil de la Révolution et la proximité des élections étant prétexte à différer toute mesure réclamée par les travailleurs.

Sur la question des emprisonnés politiques du 25 novembre et notamment celle d'Otelo de Carvalho, la commission souligne combien elle divisait l'armée. Otelo qui qui aurait dû être libéré en janvier a refusé cette libération si elle ne touchait pas également tous les autres incarcérés et si le rapport du CR n'était pas déclaré nul et non avenu. Jean-Pierre Faye enfin, revenant sur l'appréciation du 25 novembre a fait un rapprochement entre l'interview que lui avait accordé Otelo et des indiscrétions de Mario Soares à des journalistes européens pour démontrer le caractère parfaitement illégal de l'action de certains militaires le 25 novembre, qui occupent actuellement des postes de responsabilité élevés. Ainsi la juxtaposition des déclarations d'Otelo et de Soares démontrerait qu'au moment des événements, ni Otelo (chef Copcon) bien sûr, ni Fabiao (chef des forces armées) n'ont donné d'ordre aux commandos d'Amadora. Dès lors, d'un point de vue strictement militaire, c'est Jaime Neves qui devrait être aujourd'hui en prison. Il y a là toutes les caractéristiques du putsch militaire, confirmé par l'existence d'un commandement opérationnel parallèle. Jean Pierre Faye a enfin insisté sur la manière avec laquelle la presse a éludé cet aspect fondamental du 25 novembre. Un point d'éclaircissement qui ne devra pas être oublié lors des prochaines élections, et qui pose une interrogation sur la légitimité d'un président de la République possible : le général Ramalho Eanes, chef de l'armée de terre.

**PANAMA :
ENTRETIEN AVEC
MIGUEL BERNAL**

L'interview que nous publions est extrait d'un entretien d'une heure avec Miguel Antonio Barnal, militant panaméen, lors de son dernier passage à Paris. Le docteur Barnal a été arrêté le 18 février 1976 à l'aéroport de Panama, alors qu'il rentrait dans son pays après un séjour en France. Mis au secret, insulté menacé de mort, il a été finalement exilé en Equateur et se trouve actuellement en résidence surveillée à Guayaquil. Le gouverneur lui a retiré son passeport, ses papiers et son argent, sans qu'aucune accusation ou inculpation officielle ne lui soient signifiées.

Un comité de soutien s'est aussitôt constitué en France. Il demande au gouvernement panaméen que celui-ci :

- lui restitue immédiatement son passeport et ses papiers,
- Lui laisse la possibilité de réintégrer librement son pays et de reprendre ses activités professionnelles,
- Lui garantisse le droit, en tant que citoyen panaméen, de circuler librement hors et dans son pays ».

Une pétition à faire signer massivement est d'ores et déjà

**LA TOURNEE
SUD-AMERICAINE
DE KISSINGER**

La tournée sud-américaine de Henry Kissinger est terminée. Le secrétaire d'Etat est rentré mardi soir à Washington, après un voyage de neuf jours en Amérique Latine qui l'a successivement conduit au Venezuela, au Pérou, au Brésil, en Colombie, à Costa-Rica et au Guatemala.

Malgré l'importance des mesures de sécurité adoptées pour protéger sa visite, de nombreuses manifestations contre l'impérialisme américain se sont déroulées en Colombie, notamment à Medellin et Bogota où pendant plusieurs heures les étudiants se sont affrontés aux forces de répression. L'université nationale de la capitale a été occupée par l'armée et les forces de police ; les étudiants ont brûlé plusieurs effigies du secrétaire d'Etat américain et fait plusieurs dizaines de blessés dans les rangs des policiers. Il y aurait plus de cent cinquante arrestations.

Présentée comme un voyage de relation publique, la tournée d'Henry Kissinger avait, en fait, un triple but : d'une part, à la veille du voyage de Geisel aux USA, en Europe et au Japon,

disponible; elle doit être expédiée à :

- l'ambassade de Panama à Paris.
- Général Omar Torrijos Herrera, chef du gouvernement, Comandancia de la Guardia Nacional, Panama
- Demetrio B. Lakas président de la République. Panama

Soutien financier (indispensable) chèques à libeller au nom de Farjalla-Hanna Gilbert C.C.P. 397808.U Bordeaux (mentionner : soutien Bernal)

Peux-tu préciser l'importance stratégique qu'à Panama pour les Etats-Unis ?

Panama a une importance vitale pour les Etats-Unis, surtout depuis la victoire de la révolution cubaine. Cela se voit par le fait qu'il y a 14 bases militaires, lesquelles ne se justifient nullement compte tenu du développement des armes stratégiques. Elles ont par contre pour objet de permettre un contrôle de toute l'Amérique Latine. Il y a aussi l'école Anti-guerilla et le bureau du Soulder Command qui est chargé de la surveillance des Caraïbes et de l'Amérique Centrale. C'est à partir de Panama que les Etats-Unis sont intervenus en Bolivie en 1967 et c'est de Panama que sont parties les forces

qui ont apporté un appui logistique au coup d'Etat de Pinochet de septembre 1973. C'est de Panama que partent les rangs qui vont combattre la guérilla au Nicaragua (...)

D'autre part aujourd'hui, Panama joue le rôle de centre financier international. Le gouvernement Torrijos a accordé aux banques toutes facilités pour mener à Panama des opérations internationales.

Quelle est la situation dans laquelle se trouve le gouvernement Torrijos ?

Le gouvernement Torrijos se maintient grâce à l'aide économique et au soutien politico-militaire des Etats-Unis. Les projets économiques élaborés ces cinq dernières années dépendent totalement de cette aide, qui s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'impérialisme US qui est de préférer des gouvernements militaires menant des politiques réformistes plutôt que d'avoir des gouvernements qui ne soit pas à même de faire face à la montée du mouvement de masse. C'est donc un gouvernement de type néo-populiste, c'est-à-dire s'appuyant sur un soutien populaire, sans chercher ni à le structurer, ni à le mobiliser de peur d'être débordé.

établir des relations privilégiées entre Washington et Brasilia afin de consacrer le Brésil dans son rôle de principale puissance d'Amérique Latine, et favoriser par le même coup les démarches du président Geisel auprès des multinationales.

D'autre part, renforcer les liens étroitement tissés entre les deux amériques, particulièrement dans le domaine de la sécurité. « contre tout pays qui tenterait de miner l'effort commun, de menacer l'indépendance et d'exporter la violence ». Un avertissement clairement dirigé contre le régime de Cuba, dont les Etats-Unis et la plupart des puissances d'Amérique latine — à l'exception du Pérou — craignent qu'il ne cherche à nouveau à intervenir directement dans l'hémisphère, une fois l'affaire angolaise close.

Enfin, s'entretenir avec les dirigeants des pays d'Amérique centrale de la question du Canal de Panama, à la veille des négociations avec le gouvernement Torrijos (cf. interview).

J. T.

Espagne :

Le Comité Espagne du 17ème organise un débat le SAMEDI 13 mars à 17h30 sur le thème « LUTTES OUVRIERES ET FORMES DE LUTTE EN ESPAGNE ». 158 rue Legendre Paris 17 (métro :Rome).

Portugal :

« PORTUGAL — INFORMATION » N°3 est paru. Passez vos commandes (1F50 par lot de 10) à la Librairie Rouge.

AFRIQUE :

Au sommaire d' « AFRIQUE EN LUTTE » N°19
— Angola, quelle révolution ?
— Congo : le point de la situation.
— Un dossier sur le « nouvel ordre économique mondial ».

Cinéma



LE SEXISME A LA UNE

CALMOS de Bertrand Blier

■ Et dire qu'il s'est trouvé des gens pour affirmer que *Calmos* était, par antithèse, un monument érigé à la gloire du mouvement des femmes pour leur émancipation ! En réalité, cette charge épaisse et gluante ne se départit à aucun moment du point de vue le plus bestial de la misogynie des Dupont-Lajoie. Le procédé interminablement répété par Bertrand Blier est des plus simples : partir de faits concrets de la vie sociale où se manifeste l'oppression des femmes et, les retournant comme un gant, les transformer en événements cocasses où s'exprime « à l'évidence » l'oppression des hommes par les femmes. Exemple : une femme (enceinte) aborde un homme dans la rue pour lui demander son chemin ; des femmes (toutes plus ou moins nymphomanes à en croire Blier) ne cessent de harceler leurs maris pour qu'ils les « baisent » (comme il est dit également dans le film). Etc. On voit le niveau. La fable serait simplement stupide si elle ne prétendait, au fil du film, s'élever au niveau d'un conte philosophique. Epris de liberté, de calme, ne rêvant que bonne bouffe et abstinence, les hommes quittent leurs femmes pieuvres et les villes, ils prennent le maquis. C'est plus que n'en peuvent supporter ces furies qui les traquent à grand renfort d'AMX 30 et de fusils automatiques pour finir par enfermer les survivants dans une « usine à baise » où, à jet continu, viendront se faire jouir des centaines de bonnes-femmes en chaleur.

Rarement le cinéma dit d'auteur avait été spectacle et procédé aussi immondes que ceux dont Blier déploie les ficelles dans la seconde partie du film avec le concours complaisant de comédiens aussi cotés que Marielle, Rochefort, Piéplu et Blier père : escouades de femmes en rut et en treillis façon Bigeard, le regard lascif et l'ordure à la bouche, traquant sans relâche deux malheureux qui, pour

un peu, se prendraient pour des rescapés du Plateau des Glières ou de la guérilla du Che : désespoir de Piéplu protégeant craintivement son sexe en clamant haut et clair : « Les Fridolins (= les Boches, les Nazis) eux-mêmes ne nous auraient pas fait ça !... »

La leçon assénée par Blier est parfaitement claire : le mouvement des femmes pour leur émancipation est un nouveau fascisme qui écrase et opprime les hommes, êtres inoffensifs et doux par nature qui demandent simplement que les harpies leur foutent un peu la paix. Les évocations pesantes et répétées de la Résistance écrasée par les femmes nazies en disent assez long sur cette mythologie répugnante.

On pourrait objecter qu'il faut prendre la farce à demi-mot et que Blier ne fait que railler les excès et les ridicules d'un mouvement volontiers aux extrêmes. Il n'en est rien. La charge rigolarde de Blier s'adresse à un grand public qui s'esclaffe gaillardement et prend au pied de la lettre la morale distillée par le film. Normal : celui-ci ne lui renvoie-il pas l'image la plus favorable et la plus confortable de son sexisme spontané ? La « leçon » passe d'autant mieux qu'est opposé au despotisme des bonnes femmes l'idéal bonasse du bon Français moyen, amitié virile, bonne bouffe, pantouffles seyantes et pipe bien culottée dans la tranquillité sûre d'un petit bourg campagnard. Qui y résisterait ?

Il serait un peu trop facile de se débarrasser de ce film en concluant qu'il s'agit d'un brouet pour Dupont-La-joie

Le problème est que, précisément, le public qui va y rigoler est sans doute sensiblement le même qui emplit les salles lors de la projection de films honorables comme *Section spéciale* ou... *Dupont-Lajoie* !

Alain BROSSAT

DANS L'OBJECTIF



Une expo, deux concerts.

■ « Allez tournez les images... » les 12, 13 et 14 mars de 12 H à 20 H Foire du livre pour les jeunes à la maison des Arts et de la culture de Créteil, place de l'Hôtel de Ville. Tél. 899.90.50

Le domaine des livres pour enfants est encore un domaine en friche pour une bonne part. Seuls les grands éditeurs peuvent se permettre de quadriller la France avec leurs représentants. Et c'est encore trop souvent pour proposer des ouvrages où niaiserie et abêtissement font bon ménage. Les trois journées de Créteil ont été

organisées pour faire connaître au public les productions et les diffusions d'éditeurs plus modestes, mais qui font avec des illustrateurs, des auteurs de véritables créations.

Les activités seront multiples : expo-vente de livres pour enfants, exposition de dessins originaux de Mila Boutan, Lurdes Castro, Nicole Claveloux, etc. rencontres-animation, jeux de mimes avec Philippe Duval, manège forain...

Les enseignants qui désiraient occuper intelligemment leur classe le vendredi 12 doivent prévenir à l'avance les organisateurs de l'expo.

MAITRESSE de Barbet Schroeder

■ Le fond de la complaisance et du raccollage n'avait sans doute pas été atteint avec la sortie du film *Histoire d'O* puisque Barbet Schroeder vient de récidiver avec son dernier film : *Maitresse*. Cette fois-ci on voudrait nous entraîner au royaume du super-ric et des plaisirs secrets : il s'agit de nous faire découvrir les joies élitaires des pratiques sado-masochistes. Sans oublier l'amour qui, bien sûr, triomphe toujours — mais oui ! Même chez ces gens-là... Olivier, jeune ingénieur provincial comme il se doit — rencontre Ariane, femme trouble et troublée (par lui) qui partage son oisiveté entre son appartement qu'elle occupe au grand jour et une garçonnière, située à l'étage en-dessous, dans laquelle elle s'adonne avec ses clients aux affres du plaisir par la souffrance et l'humiliation. Le *Candide* est séduit par la noire Messaline qui l'initie à ses talents. Ce qui nous vaut une mémorable visite au rayon quincaillerie du Bazar de l'Hotel de Ville. Rien de plus désolant que cet univers artificiel, cet univers de pacotille qui pue le toc et la complaisance grossière. Barbet Schroeder est un habile faiseur qui sait se parer des oripeaux d'un certain progressisme intellectuel et esthétique (ici, étude d'un milieu sexuel autre, réputé anormal) tout en sacrifiant à la mode du moment : en l'occurrence une certaine tendance du cinéma commercial à se pencher sur les problèmes de la femme à l'intérieur du couple. Il faut bien vivre avec son temps ! Dans ce film la mythification de la

femme dominatrice, de la femme-maitresse dont le rôle unique consiste à donner du plaisir — même si c'est à coups de fouet — évite soigneusement la remise en cause du pouvoir mâle. L'asservissement de l'homme dans son plaisir, occulte ici la position de femme-objet qui est le propre d'Ariane. D'ailleurs, une fois la séance terminée, le phallocratisme reprend son bon droit dans les rapports d'argent qu'elle entretient avec ses clients. Et les efforts d'Olivier dans son rôle d'homme au foyer ne tromperont personne. Paradoxalement *Maitresse* est un film moralisateur : il n'y a nulle trace d'une quelconque analyse ou même description du sado-masochisme, la caricature est ici par trop inconsistante. De plus c'est bien la normalité qui triomphe dans l'épilogue heureux que vivent à la fin Olivier et Ariane. Ouf ! La bonne conscience est sauvée !

Un cinéma truqueur qui sous couvert de libéralisme en matière de sexe, noie le poisson dans un océan de mauvaises intentions et d'idéologie douteuse. La récupération est totale sur toute la ligne. Barbet Schroeder nous avait habitués dans ses films précédents — *More* et *La vallée* — à une certaine dose de démagogie liée à une prétention de sociologue humanisant. Avec *Maitresse* la boucle est bouclée : la démagogie se fait vulgarité et conformisme.

Jean-Louis Daniel



■ Deux concerts vont mobiliser du monde à Paris.

○ Frank Zappa, l'homme aux deux visages (dada en musique, mais aussi businessman mégalomane que Jean Luc Ponty n'a pas supporté longtemps) est au Palais des Sports de la Porte de Versailles le 8 mars à 20 H.

○ Chick Corea, un des meilleurs pianistes jazz-rock et Stanley Clarke sont au pavillon de Paris, porte de Pantin, le dimanche 7 mars.



LE TEMPS DES CONSIGNES EST VENU

Nous devons faire appel à vous pour des petits faits et gestes que personne ne pourra faire à votre place. Pour des consignes INDIVIDUELLES apparemment anodines, secondaires, et qui, pourtant vont se traduire par un succès ou un échec des ventes des premiers numéros du quotidien.

D'abord :

ACHETEZ TOUJOURS

nous disons bien : **TOUJOURS**

VOTRE « rouge » QUOTIDIEN AU MEME KIOSQUE

AU MEME LIBRAIRE

Choisissez-le maintenant, là, en bas de chez vous, le plus proche. Il faut qu'il sache que Rouge existe, qu'il l'expose, qu'il en ait le nombre suffisant... Demandez-le lui à des moments différents de la journée, par exemple, et si vous sous apercevez le soir qu'il n'en a plus, essayez, aimablement de savoir, combien il lui en a manqué, s'il ne peut pas en avoir plus, juste ce qu'il faut, etc... C'est le moment d'avoir le contact facile, le parler délié... N'hésitez pas, avoir un libraire ou un kiosquaire dans ses relations, c'est important. Et en plus ce sera un geste militant. Attention, du doigté, ne vous emportez pas, l'essentiel est le résultat : que Rouge soit bien vendu.

Ensuite : faites de la publicité par tous les moyens

En parlant. En écrivant. Par des peintures murales. En collant des papillons. En collant les affiches. Dans tous vos tracts. Dans tous les meetings. Dans les diverses réunions.

Ne jetez pas vos vieux numéros : servez-vous-en pour la promotion, vous les distribuez avec peu de retard pendant deux, trois jours puis vous allez discuter avec l'expérimentateur, vous le convainquez de s'offrir, vous l'amenez à le recommander à ses amis, etc...

Si vous n'êtes pas collectionneur, laissez trainer votre vieux exemplaire dans les trains, dans le métro, dans les bus, dans les administrations...

Vous pouvez en acheter plusieurs chaque matin dans votre kiosque dès le premier jour et les revendre sur votre lieu de travail. Prenez vos commandes dès maintenant auprès de ceux dont vous craignez qu'ils oublient de vous l'acheter, comme ça vous le leur fournirez vous-même chaque jour, ce sera l'occasion d'en discuter.

Après : abonnez-vous : si vous avez une rentrée d'argent, profitez-en, car pour nous, un abonnement, c'est précieux, c'est une aide, un engagement.

Après : abonnez-vous : si vous avez une rentrée d'argent, profitez-en, car pour nous, un abonnement, c'est précieux, c'est une aide, c'est une garantie.

Cette semaine, il va y avoir de la publicité dans les journaux qui accèperont d'en passer. Pas aux radios, ni aux télévisions, car c'est trop cher, avec une zone d'efficacité trop incertaine ; mais il y a 120 000 affiches (premier tirage) disponibles. Commandez : nous en retirerons.

Enfin c'est le dernier hebdo : il faut le vendre et il faut que l'argent rentre (pas la peine d'avoir des dettes sur l'ancien et de gêner le petit nouveau). Mais le dernier hebdo c'est l'occasion de faire des ventes de masse exceptionnelles pour annoncer sa fin et sa transformation en quotidien.

Aux contrôleurs de vente

La seule chose que puissent faire les responsables nationaux de la diffusion en rapport avec les NMPP, c'est de fixer le quota de journaux à livrer aux dépôts locaux, sur la base des indications fournies par les camarades responsables localement de la diffusion, et après discussion entre ces derniers et les dépositaires locaux des NMPP. Ensuite, la répartition des journaux sur les kiosques par le dépositaire doit faire l'objet d'une discussion entre lui et le camarade responsable.

Pour que cette discussion soit fructueuse, c'est-à-dire pour qu'elle nous permette d'ajuster au plus vite notre grille de diffusion à notre grille de vente, il faut que le responsable local de la diffusion soit lui-même secondé efficacement par les

camarades contrôleurs de vente. Ces derniers doivent se mettre en rapport avec les kiosquaires, discuter avec eux du nombre de journaux vendus, évaluer s'il faut augmenter, réduire ou supprimer le dépôt : s'il faut orienter vers de nouveaux kiosques non servis. Dans leur démarche les camarades doivent se montrer compréhensifs, du fait que la comptabilité des vendus et inventés pour un journal à faible tirage et faible diffusion constitue pour eux une charge peu rentable.

Une carte de contrôleur de vente sera fournie aux camarades des cellules sur demande (il nous faut leur photo pour leur établir la carte).

Du bon fonctionnement de la diffusion dépend en grande partie la santé financière du journal !

Aux correspondants

Tous les militants, sympathisants, lecteurs du journal doivent se considérer comme des correspondants en puissance. En effet, l'un des principaux avantages d'un journal militant, c'est de pouvoir compter sur un réseau de témoins et d'informateurs qui donnent à l'actualité une autre coloration, une autre tonalité, un autre sens, que ce qui ressort des dépêches d'agences. Tous les camarades qui assistent à un accident du travail, à un incident de la vie quotidienne ou qui sont prévenus de tel ou tel événement, doivent donc téléphoner à la rédaction pour l'alerter ou lui donner l'essentiel des informations. Les camarades qui appellent doivent préciser s'ils sont militants, sympathisants ou simplement lecteurs du journal.

Dans la plupart des villes, un correspondant central a été mis en place chargé des contacts réguliers entre la direction de ville et la rédaction du journal. Il

serait souhaitable qu'au niveau des cellules, un camarade soit également désigné, qui aurait la responsabilité de tenir le secrétariat de rédaction au courant des activités et interventions envisagées sur leur secteur.

Pour la bonne marche du journal, il faut que nous ayons trop de correspondances. Les camarades doivent le comprendre et ne pas se renfrogner parce que telle ou telle de leurs informations ne seraient pas passées. Nous nous efforcerons dans la mesure de nos forces d'entretenir un courrier régulier avec les correspondants, d'accuser réception de leurs envois, de leur répondre individuellement lorsque leur contribution aura posé un problème politique. Mais il ne faut pas sous-estimer les difficultés et la surchauffe prévisibles de la période de lancement. Les rubriques constituent leurs archives : une bonne correspondance n'est jamais perdue.

Où vont les PC ? MEETING-DEBAT JEUDI 18 MARS A LA MUTUALITE

Contrairement à ce qui avait été annoncé, le meeting-débat sur l'évolution des PC en Europe aura lieu le Jeudi 18 mars à 20 h 30 Salle de la Mutualité à Paris. Ont déjà accepté de participer au débat : Philippe Robrieux, Lucio Magri du PDUP-Manifesto, Henri Weber et Alain Krivine.



VOYAGE A L'INTERIEUR DU QUOTIDIEN



■ Il est 9 heures du matin. Certains rédacteurs sont derrière leur machine à écrire depuis plus d'une heure déjà : c'est qu'il faut préparer de la copie d'avance. Les rubriques vont se réunir, chacune dans leur salle, et mettre au point leur menu du jour. Au secrétariat de rédaction, après la lecture de la presse du matin et le bilan comparé de Rouge et des autres quotidiens, le courrier est dépouillé et réparti. La direction du journal de son côté parcourt les dépêches de la nuit. La silhouette du prochain journal commence à se dessiner.

Dans les rubriques

Les rubriques sont réunies. Bilan rapide du journal d'hier, détermination des priorités d'aujourd'hui, répartition des masses, fixation du rythme d'arrivée de la copie en fonction des contraintes horaires (un retard d'une heure peut déséquilibrer tout le processus de production), agencement de l'emploi du temps de chacun en fonction des nécessités du service collectif (afin de réduire au maximum le division capitaliste du travail, les rédacteurs cumulent des tâches normalement diversifiées dans les autres journaux : ménage, permanences téléphoniques, secrétariat, corrections, permanences téléx...) La discussion politique s'enlance sur tel article, tel reportage à faire, tel interview à réduire... Mais il faut être bref, ne pas se payer de mots. L'heure tourne, impitoyablement, et le responsable de rubrique commence à se faire des cheveux...

L'heure du comité de rédaction

10 heures. Personne ne manque à l'appel. Les reporters sont déjà dans Paris ou s'apprennent à prendre leur train. On alerte les correspondants, on compulse les dossiers. La maquette prépare les premiers éléments de mise en page (folio, intitulés de rubriques...) La frappe met en route les machines après un nettoyage minutieux.

La direction du journal et le secrétariat de rédaction se sont consultés sur les grandes orientations du sommaire. Les responsables de rubrique les rejoignent pour former ensemble le Comité de Rédaction qui va commencer. Il s'agit de mettre au point l'ensemble du journal, lui trouver son unité, faire les choix — notre choix — dans l'actualité, déterminer les temps forts, prévoir les articles qui arriveront tard... Chaque rubrique plaide sa cause et justifie politiquement ses choix. On dégage

les grandes lignes, on conteste, on coupe, on remodèle, on réoriente. Avant 11 heures, tout doit être décidé. Et si chacun a bien fait son boulot, l'actualité du jour ne devrait pas nous surprendre.

Au secrétariat de rédaction

Les premières copies sont déjà arrivées au secrétariat de rédaction. Il s'agit de deux pages culturelles plus quelques autres reportages des autres pages. Les deux secrétaires de rédaction se sont répartis la tâche : cette semaine, l'un s'occupera des deux pages internationales, des deux pages culturelles et d'une page sociale. L'autre des deux pages politiques, des deux pages vie quotidienne/société et de la deuxième page sociale. La « Une » et le « der » seront faites par les deux ensemble.

Tout au long de la journée, les secrétaires de rédaction vont préparer la copie de leurs pages, la calibrer et la justifier, relire les articles, alerter le responsable de rubrique ou la direction en cas de problème revoir les titres, sous-titres inter-titres, les parfaire, vérifier les longueurs d'articles, les couper si nécessaire prévoir la place pour les dernières nouvelles, rechercher l'illustration, réécrire les chapeaux de présentation, courir après les rubriques afin qu'elles ne dépassent leurs limites horaires, veiller à ce que la frappe et la maquette

soient régulièrement alimentés afin d'éviter les goulots d'étranglements et les retards cumulatifs.

La pré-maquette

Chaque heure qui passe amène en moyenne une nouvelle page à monter. Le responsable de rubrique apporte la copie de sa page et discute avec le secrétaire de rédaction sur la place et la présentation des articles. Là il faudrait un encadré, là une photo, là un commentaire en italique... c'est trop long, c'est trop court... le secrétaire de rédaction prépare sur un gabarit au format du journal la pré-maquette de la page pour que les choix politiques de la rubrique se concrétisent dans la présentation des articles et le ton des titres... et que le tout ait de la gueule.

Cette pré-maquette est ensuite présentée à la direction politique du journal (car une mise en page est un choix politique) puis part à la maquette où le responsable maquet-tiste de la semaine commence à organiser le montage.

Dans la précipitation

La journée avance sur un rythme soutenu. Les dépêches tombent, les correspondants appellent, les reporter amènent toute une matière qu'il faut trier, décortiquer, mettre en valeur. Des rubriques sont en retard, la frappe est débordée, bien peu ont trouvé le temps de déjeuner. La direction du

journal, à la lecture des dépêches qui lui sont transmises en double, s'aperçoit d'un grave oubli dans une rubrique. A moins que ne tombe une information imprévue... Il faut donc rajouter un article, en supprimer un autre dans la même page, revoir la présentation générale de la page... Le secrétariat de rédaction recommence la mise en page, la frappe retape 2000 signes supplémentaires, les maquet-tistes décollent, recollent, enlèvent ou remettent des filets... Et il y a toujours une erreur quelque part, un article qui ne rentre pas ou un trou à boucher. On coupe, on recompose un titre, on fait appel au dessinateur...

Bref, on bouge beaucoup, on s'énerve parfois mais on s'en sort quand même à peu près dans les temps. Sauf, sommet de l'imprévu, une machine qui tombe en panne et qui bloque tout !

A la Une

En fin d'après-midi, lorsque toutes les pages intérieures sont à peu près finies, le direction du journal et le secrétariat de rédaction se réunissent. On fait le point : la dernière page d'abord, qu'on s'est gardée pour traiter l'actualité qui n'a pu trouver place dans les pages intérieures. On donne vite les articles et les brèves à composer, puis la pré-maquette est faite sur le tas. On passe ensuite à la première page : il faut qu'elle pète, qu'elle exprime les temps forts, qu'elle accroche tout en informant. On discute des titres, des idées fleurissent, des bonnes, des moins bonnes et des franchement mauvaises. A cette heure de la journée, fatigue et tension nerveuse s'étant accumulées, il devient difficile de déterminer le bon du mauvais. On fait appel aux responsables de rubrique concernés par la une pour qu'ils apportent leurs lumières. Une fois les titres et leur importance respective décidés, on se répartit l'écriture des chapeaux de la page, les notes, les billets. L'illustration est choisie et le secrétariat de rédaction dessine la maquette. Dans la demi-heure qui suit la une doit être écrite, puis avant une heure maquettee, composée et montée.

On approche de la fin. Il est 20h30. Un camarade par rubrique reste jusqu'au bout ainsi que la direction et le secrétariat de rédaction qui suit le montage des pages. Au cas où encore une fois une nouvelle importante de dernière minute tomberait, on devra bouleverser la une ou la der dans un créneau horaire très réduit. Demain il faudra recommencer et faire encore mieux !





BILAN N°0

Après la publication des numéros 003 et 005, les camarades du journal, ont tenu dimanche un stage d'une journée entière. L'espace nous est trop compté pour en rendre compte de façon détaillée. Nous nous contentons donc d'en soumettre les points principaux à la discussion des camarades.

Deux constatations encourageantes d'abord :

— En comparant avec les différents journaux parus ces mêmes jours, nous constatons que, malgré le peu de rôtage, malgré les limites imposées par les 12 pages, nous parvenons à rendre compte de l'essentiel de l'actualité, et qu'il n'y a pas de ce point de vue de gros « ratage » ou de grosse « impasse ».

— Bien qu'elle n'ait pas trouvé sa version définitive, la maquette s'aère, s'anime et s'améliore au fil des expériences. La présentation avait souvent été l'aspect le plus discuté des numéros précédents. Or nous pensons une fois encore que des progrès rapides sont possibles en la matière ; le plus difficile restant de trouver l'équilibre dans la fonction du journal et d'assurer la qualité rédactionnelle.

La discussion a d'autre part mis en évidence une série de difficultés bien réelles.

1) La structure du journal

Nous avons choisi d'abord de stabiliser les rubriques et leur fonctionnement en assurant deux pages régulières à chaque grande rubrique (international, politique, social, vie

quotidienne, culture). Cette formule à la longue est trop rigide. Elle permet mal de mettre en valeur l'événement lorsqu'il touche plusieurs rubriques à la fois (ainsi la campagne du pouvoir sur la « sécurité » qui relève en même temps des rubriques politique et vie quotidienne ; ou le congrès du PCUS qui mobilise la rubrique politique et la rubrique internationale).

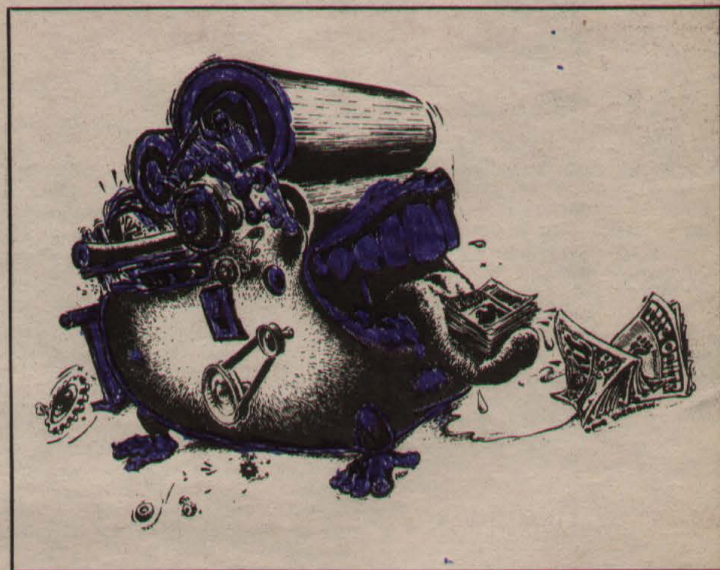
D'autre part, les sous-rubriques qui correspondent à un secteur militant d'intervention (femmes, jeunes, armée) ont encore mal trouvé leur place. Souvent le sujet relève soit de la rubrique politique soit de la rubrique sociale ; mais en général les articles touchant ces sujets trouvent place dans la rubrique vie quotidienne au risque de l'étouffer et de s'étouffer eux-mêmes. Certains camarades ont suggéré de dégager une page entière à jour fixe dans la semaine : le samedi pour l'armée, jour de permission des bidasses, le jeudi pour l'école afin d'assurer une promotion des ventes dans les lycées et collèges. Le risque de cette démarche, c'est le dépeçage et la disparition tendancielle de la rubrique vie quotidienne qui doit aborder maints autres sujets. Le débat continue.

2) Le contrôle politique.

A travailler avec une équipe de rédaction restreinte, surchargée de tâches, les dangers de dérapages et d'approximations sont nombreux. Ainsi, les télex débitent des tronçons de citations tirées des interventions de délégués des partis communistes au congrès du PCUS. Quoi de plus facile que de coudre ensemble, bout à bout, ces citations tronquées et d'en faire la somme pour montrer que Husak, Castro et Le Duan ont unanimement appuyé le rapport de Brejnev : procédé qui gomme les nuances et enterre sous une information superficielle l'analyse du rôle différencié de ces partis dans le mouvement communiste international. De même si l'idée d'une revue de la presse d'extrême-gauche sur les sujets importants est bonne, elle réclame un grand soin et une grande rigueur dans la polémique, faute de quoi elle se réduirait à un montage douteux et facilement manipulable de citations partielles. Bref, le réflexe journalistique et la rigueur politique sont souvent contradictoires. La vigilance nécessaire est d'autant plus grande.

3) Information et commentaire.

Nous nous efforçons, en peu de place de donner l'essentiel de l'information. C'est la condition pour que le journal soit un instrument utile au lecteur et qu'il ne demeure pas une



lecture d'appoint. Si ce choix est fondé, il comporte également un risque : celui de réduire le quotidien à une succession de dépêches plus ou moins bien commentées, au détriment de l'analyse. D'où l'importance pour la rédaction de pouvoir garder un recul afin de prévoir les temps forts de l'actualité, de préparer les reportages, d'éclairer les rubriques par un éditorial de rubrique chaque fois que nécessaire.

4) Les correspondants

Le fonctionnement des correspondants en province et à l'étranger sur l'expérience des numéros 0 est encourageante, notamment en ce qui concerne les rubriques sociale et vie quotidienne. Mais les camarades responsables locaux des contacts avec la rédaction doivent faire porter un effort particulier sur les correspondances à la rubrique politique qui sont pratiquement inexistantes alors qu'en la période pré-électorale que nous vivons, il y aurait largement matière à éclairer concrètement les affrontements politiques nationaux par les polémiques sur les problèmes locaux.

Si le bilan des derniers numéros 0 fait ressortir une nette amélioration, il ne doit pas pour autant nous incliner à l'indulgence. En effet la qualité du journal produit reste avant tout marquée d'un profond amateurisme qui se manifeste au premier coup d'œil par le nombre de fautes de frappe et d'orthographe qui entravent la lecture. Cet aspect n'a rien de secondaire : il est au contraire révélateur de difficultés plus fondamentales. En un mot, nous avons encore du mal à respecter tout au long, de la journée les délais de confection du journal. C'est le premier problème que nous avons à résoudre d'ici au 15 mars.

L'un des premiers obstacles, c'est la faiblesse de l'équipe rédactionnelle. Nous fonctionnons par exemple avec moitié moins de rédacteurs que Libé, ce qui constitue une entrave à la mobilité nécessaire des rédacteurs et à une rotation effective de certaines tâches techniques incompressibles. Ce qui empêche également d'utiliser au mieux la collaboration des correspondants qu'il faut souvent solliciter et dont la copie arrive en général non dactylographiée, non corrigée, etc.

Nous butons sur notre brève expérience technique en certains domaines : familiarisation insuffisante avec certaines machines de composition notamment, expérience professionnelle réduite de certains camarades, de la rédaction à la maquette en passant par la frappe.

Enfin au fur et à mesure que nous avançons, nous découvrons de nouvelles complications dans l'organisation de la division du travail. Nous avons opté pour un effort de polyvalence, c'est à dire que nous avons essayé de familiariser le maximum de camarades avec le maximum de techniques (frappe, machines de photocompo, maquette...). Nous avons également essayé de supprimer certains chaînons de la division de travail (préparateur de copie, correcteur professionnel) en faisant assumer certaines de ces tâches à tour de rôle par les rédacteurs. Mais cela supposerait une organisation rigoureuse et rodée du travail et un nombre suffisant de rédacteurs pour qu'ils n'assument pas ces tâches en plus, déjà fatigués et démotivés. Sur tout ceci aussi l'effort continue à la lumière des bilans collectifs.

Nous tirerons publiquement, pour nos lecteurs, les leçons de notre expérience, au fil de son développement.

Pourquoi tant de fautes ?

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour s'apercevoir du nombre considérable de fautes qui émaillent les numéros 0 du quotidien. Tant et si bien que la lecture de certains articles devient parfois un exercice intellectuel de la plus haute volée...

Il n'y a pas de notre part une méconnaissance des règles de l'orthographe, ni volonté délibérée de passer outre à ces règles. Tout simplement, le système de correction que nous avons mis au point s'est heurté à l'usage d'une nouvelle machine — un écran correcteur — dont le maniement, très sophistiqué, n'était encore possédé par aucun d'entre nous. Nous avons « bricolé »... le résultat est désastreux. La technique ne s'improvise pas ; il nous reste quelques jours pour jpprendre et livrer au lecteur un journal sans faute qui ne se moque pas du lecteur.